SAMEDI 3 MAI 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS . N° 169

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

RAMADIER : « Cette grève pose tout le problème du blocage des salaires et compromet la politique de baisse du gouvernement. Je vous demande de ne pas revenir sur cette politique. »

THOREZ : « Mais la C.G.T., en l'occurrence, est dépassée par les trotskystes, qui paraissent prendre la tête du mouvement de revendications. Or, la C.G.T., pour ne pas se laisser déborder, a décidé cette nuit de soutenir ces revendications. Et nous, parti communiste, nous soutiendrons également ces revendications. »

(« France-Soir » du 3 mai 1947).

RENAULT A ENGAGE LA LUTTE :

EN AVANT POUR LES 10 FRS !

A bas le Gouvernement de vie chère !

★ SOUTIEN DE LA GRÈVE RENAULT ★ ÉLECTION DEMOCRATIQUE DES COMITÉS DE GRÈVE ★ GÉNÉRALISATION DU MOUVEMENT GRÉVISTE

Editorial

AU PIED DU MUR

On apprenait, mercredi après-midi, que les ministres communistes avaient quitté le Conseil de cabinet en claquant la porte. Cet incident fournissait un beau titre au journal communiste « Ce Soir », amplement diffusé aux alentours de l'usine Renault. S'agissait-il à nouveau d'un de ces gestes spectaculaires et sans conséquences qui alimentent une propagande bien orchestrée ? C'était la question que se posaient la plupart des grévistes de chez Renault. Et il est évident que si une démonstration peu coûteuse avait pu contenter les grévistes, il n'y aurait pas aujourd'hui de crise gouvernementale.

Mais, jeudi soir, Thorez marquait son désaccord avec le gouvernement sur la politique des salaires et des prix. La crise était ouverte.

Ainsi, la grève Renault a complètement renouvelé le climat politique. L'entrée en lutte de plusieurs milliers d'ouvriers a balayé le paisible train-train de la collaboration de classes et des discussions autour des tapis verts. Non seulement les capitalistes sont pris de peur en voyant leurs profits menacés et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire avec lequel ils croyaient en avoir fini grâce à leurs amis réformistes et staliniens. Mais les chefs du parti communiste français eux-mêmes ont été pris de peur en se voyant débordés par la gauche.

Ils ont pu dire qu'il ne s'agissait, chez Renault, que d'une « poignée d'« agitateurs », ils ont eu beau calomnier, mentir et se livrer à des violences ignobles contre le comité de grève et contre les grévistes, des milliers d'ouvriers prenaient, sans eux et s'il le fallait contre eux, la voie de l'action directe, et cela a suffi à poser la question de la RUPTURE DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE.

Tout, jusqu'à présent, prouve que le P.C.F. ne s'engage pas sans arrière-pensée dans une nouvelle politique.

Pour démontrer qu'il est aux côtés des travailleurs dans la lutte pour les salaires, le parti communiste français devrait, comme première condition, soutenir à fond la grève engagée chez Renault pour l'augmentation de 10 francs de l'heure. Il s'agit de l'union de toutes les forces de la classe ouvrière dans la bataille pour la revalorisation des salaires pour un VERITABLE MINIMUM VITAL.

Or, la manifestation du 1er mai, telle que nous venons de la voir à Paris, a montré, non pas la résolution de Thorez, Frachon, Hénaff, d'engager la bataille pour les salaires, mais, au contraire, leur volonté de maintenir la question des salaires dans le cadre des discussions parlementaires. La manifestation du 1er mai offrait l'occasion de mobiliser les travailleurs, de lancer à travers le pays les mots d'ordre de combat, de souder l'unité d'action des travailleurs.

Ceux que le P. C. F. traitait « de provocateurs » ont déjà réussi à obliger le P.C.F. à se désolidariser de la politique gouvernementale des salaires et des prix. Maintenant, c'est dans le combat contre cette politique du gouvernement et des capitalistes que le P.C.F. va avoir à montrer jusqu'à quel point il est avec les masses. La grève Renault doit être le signal d'une rupture totale avec la politique de collaboration de classes. La rupture de la coalition gouvernementale doit être consacrée par la mise de toute la presse ouvrière, de tous les militants des partis ouvriers, de tous les moyens de propagande, au service de la GENERALISATION DES LUTTES OUVRIERES pour un VERITABLE MINIMUM VITAL garanti par L'ECHELLE MOBILE des salaires, traitements, pensions et retraites.

Le P.C.F. est au pied du mur. Les travailleurs qui l'y ont mis doivent marcher hardiment de l'avant et poser, à travers la généralisation de la lutte pour les 10 francs, le véritable, le seul « problème gouvernemental » : la constitution, dans la lutte de masses, d'un gouvernement exclusivement au service des classes laborieuses, d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Paul PARISOT.

Renault, la citadelle de la classe ouvrière française, a débrayé. Trente mille exploités ont quitté les machines.

Quel exemple pour la classe ouvrière ! Voici des mois et des années que les directions du Parti socialiste, du Parti communiste français et de la C.G.T. disent aux ouvriers : « Produisez plus, si vous voulez vivre mieux. » Le résultat, la C.G.T. doit aujourd'hui le reconnaître : depuis 1938, alors que « LES SALAIRES SONT AU COEFFICIENT 4,8, LE COUT DE LA VIE DEPASSE HUIT FOIS CELUI D'AVANT GUERRE. LA PART DU TRAVAIL DANS LE REVENU NATIONAL ETAIT DE 45 % EN 1933, ELLE EST DE 40 % EN 1946, PENDANT QUE CELLE DU CAPITAL PASSE DE 27 % EN 1938 A 49 % EN 1946 ». Rien que ça !

Les travailleurs n'avaient pas besoin de ces statistiques pour comprendre qu'ils étaient les dindons de la farce. Les postiers, les travailleurs de la presse, les métallos de nombreuses usines de la région parisienne se sont engagés depuis ces derniers mois dans la seule voie qui pouvait leur permettre d'arracher quelques améliorations de leur sort : celle de la lutte, celle de la grève.

Mais ces mouvements étaient dispersés. Les bonzes syndicaux qui se donnent pour tâche principale de faire accepter aux travailleurs leur misère ont pris le plus grand soin d'étouffer ces luttes, de les isoler les unes des autres. Les militants les plus combattifs se voyaient coupés de la classe ouvrière par d'infâmes calomnies : agents des trusts, fascistes, provocateurs. Malgré le front unique, dressé contre eux, des patrons, du gouvernement et des bonzes briseurs de grèves, ils réussissaient à arracher, dans la plupart des grèves, certaines augmentations. Mais rien qui permette d'approcher le minimum vital. Et ils ne se battaient sur aucun mot d'ordre commun à l'ensemble de la classe ouvrière. Aujourd'hui, les travailleurs de chez Renault ont lancé le mot d'ordre capable de rassembler tous les travailleurs dans la lutte : 10 *francs d'augmentation de l'heure pour tous.* Non sur les primes de rendement qui seraient grignotées par les mille astuces patronales du chronométrage, mais sur le salaire de base. Dix francs de l'heure comme acompte sur le minimum vital que la C. G. T. elle-même a défini... et oublié. Et Renault reprend le mot d'ordre de l'échelle mobile : seul capable de garantir le minimum vital.

Renault montre la voie

Assez d'atermoiements ! Les trente mille travailleurs de chez Renault ont élu leur comité de grève. La calomnie de *L'Humanité* contre les grévistes a fait long feu. De même la manœuvre de diversion des Hénaff et des Cos-

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4)

La seule façon de discuter avec les patrons !

UN TRACT DES GRÉVISTES DE CHEZ RENAULT réclame L'ÉCHELLE MOBILE

TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE DE LA REGION PARISIENNE

les ouvriers des usines Renault en grève s'adressent à vous

Camarades,

DEPUIS LE MARDI 29 AVRIL NOTRE GREVE A PRIS UN CARACTERE GENERAL. Déjà, depuis plusieurs semaines, des grèves partielles réclamant un rajustement des salaires avaient éclaté dans l'usine. Car avec un salaire de 42 francs pour un O.S., face à la montée incessante du coût de la vie, aucun d'entre nous ne peut joindre les deux bouts. C'est pourquoi le vendredi 25 avril, les départements 6 et 18 se mettant en grève, un comité de grève, élu en assemblée générale à la presque unanimité, a été mandaté pour mener la lutte pour

10 francs d'augmentation de l'heure sur le taux de base ;

Paiement des heures de grève.

Le Comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la Direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été UNANIMES pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefaucheux, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefaucheux bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'élire librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui dans le passé l'ont aidé dans son action antiouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger, pour nous berner une fois de plus.

Que représentent les 10 francs ?

Devant notre action décidée, le patronat et la direction syndicale opposent à notre revendication des 10 francs une augmentation de la prime à la production. Mais le système des primes au rendement, tout ouvrier le sait, c'est la surexploitation de la force de travail de l'ouvrier et ne présente aucune garantie du point de vue salaire.

Jusqu'à présent, la politique patronale a toujours été de nous faire courir après les prix à l'aide de petites satisfactions partielles pour calmer notre mécontentement. Notre reven-

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

RENAULT A L'AVANT-GARDE

Histoire de la grève

En février, les départements 6 et 18 sortaient un cahier de revendications réclamant une augmentation de 10 fr. de l'heure. Le 27 février, il était proposé à M. Lefaucheux, patron de la « Régie Renault », par les délégués de la C.G.T. On répondit que M. Lefaucheux était au Maroc. A la mi-mars, nouvelle démarche. Il n'était pas encore là. C'est un monsieur qui voyage beaucoup quand ses ouvriers revendiquent. Fin mars, la direction disait : « Non. » Les ouvriers des départements 6 et 18 organisèrent quelques jours plus tard une réunion à la sortie de la cantine pour examiner la situation. La grève fut envisagée.

Vendredi 25 avril, dès 6 h. 30, les ouvriers de ces ateliers débrayaient, la grève était votée à mains levées.

A midi, M. Plaisance, dirigeant syndical, qui avait promis de se ranger aux décisions de la majorité, se rendait à l'improviste avec un micro sur la place Nationale, haranguait les ouvriers, calomniait les grévistes, essayait d'isoler le mouvement.

Le meeting de lundi

La réponse à cette manœuvre fut un meeting organisé lundi, au même lieu, par les grévistes. Près de 4.000 travailleurs y assistaient. L'action directe fut acclamée ; M. Plaisance et ses pareils n'osèrent pas prendre la contradiction.

Les dirigeants de la grève, coupés par de chaleureux applaudissements, expliquèrent la nécessité de l'action directe. « Les dix francs de l'heure, déclara Bois, sont une revendication qui a déjà été présentée par la C.G.T., mais celle-ci s'est inclinée devant le gouvernement qui refusait toute augmentation de salaires. Eh bien ! nous nous ne céderons pas. La grosse majorité des ouvrers en a assez... »

Intervention du Front ouvrier

Le camarade Lambert, au nom du Front ouvrier : la tendance syndicale qui, depuis plus d'un an, lutte pour un redressement de la C.G.T., monta à la tribune pour apporter officiellement, aux grévistes, l'appui des amis de Front ouvrier. Il leur rappela la nécessité de l'action directe, de sa généralisation et répondit aux objections des briseurs de grève.

Pendant que les débrayages se multipliaient, dans l'après-midi, la C.G.T. tenta une nouvelle manœuvre. Elle décida d'organiser, le soir, à 5 h. 30, un meeting place Nationale et M. Plaisance, son habituel commis voyageur pour briser la grève, M. Plaisance fut reconduit « poliment », encadré par des hommes décidés à lui faire comprendre le droit de se taire qu'il a bien mérité. Quant au meeting du soir, il se déroula, ou plus exactement s'étouffa sous les huées des travailleurs.

Hénaff est sifflé

Mardi, Hénaff venu, à 12 h. 30, apporter les prétendus résultats des pourparlers avec la direction, sans l'avis des ouvriers, évidemment, s'entendit répondre, sous les sifflets, que les grévistes ne reconnaissaient que leurs comités démocratiquement élus, qu'ils ne voulaient pas de miettes, crever de faim, être des forçats.

Une visite à Lefaucheux

Mardi après-midi, une assemblée décida d'envoyer une délégation large chez M. Lefaucheux, le patron.

Le « comité de grève » porté littéralement par les grévistes, s'entendit répondre que le patron était au ministère. Les travailleurs insistèrent pour être reçus, exigèrent d'entendre le coup de téléphone donné par le gérant à son chef. Lefaucheux les reçut alors dans la soirée.

Mercredi, tous les ateliers avaient débrayé. Devant l'ampleur de ce mouvement qui menaçait de se généraliser à toute la métallurgie, la C.G.T. décidait une nouvelle manœuvre.

L'Union syndicale des métaux de la région parisienne annonçait, dans la presse, qu'elle voulait reprendre à son compte les 10 francs, mais sous la forme d'une prime à la production et convoquait une assemblée des cadres de la métallurgie pour le vendredi 2 mai. Hénaff rassemblait ses nervis et, à 4 h. 30, il tenait une réunion dans l'île Seguin.

...et à Hénaff

Mais le comité de grève groupa de son côté des ouvriers et bientôt un cortège de 3.000 grévistes affluait vers le meeting d'Hénaff, fendait l'assemblée et se présentait devant la tribune. Coste et Hénaff se firent siffler. Ce dernier, furieux, laissa échapper ces mots destinés à ses hommes de main : « Videz-les ; butez-les. » Des grévistes furent frappés. Le comité de grève se rendit dans l'usine, lançant des mots d'ordre, entraînant derrière lui une grande partie de l'assistance.

Hénaff et les autres bonzes de la C.G.T., procédèrent alors, par l'intermédiaire de leurs nervis et des staliniens de chez Renault, à la nomination des comités de grève dans certains ateliers. Ils se présentèrent en masse devant les portes, obligèrent les ouvriers qui s'y trouvaient à s'en aller. Certains secteurs résistèrent et se barricadèrent.

La fermeté s'impose

Jeudi, les grévistes tinrent bon le secteur Collas (ateliers 6 et 18). Le matin, les gardiens au service de l'usine, obéissant à des ordres de la direction, voulurent relever les noms des grévistes qui résistaient. Ceux-ci les renvoyèrent à leur cage, leur intimèrent l'ordre de rester tranquille et enlevèrent leurs listes.

Les ouvriers, sauf ceux liés aux staliniens, sont unanimes contre les méthodes d'Hénaff.

Au moment où nous mettons sous presse, les grévistes restent unis plus que jamais derrière leur comité de grève, refusent les 3 francs d'aumône mis en avant par les dirigeants de la C.G.T. et houspillent les gangsters de Hénaff qui essayent de rompre le front de combat.

G. MERY.

"C'est toujours la même messe"

1er Mai de discours et de carnaval

« Assez de bavardages », s'écriait un groupe de jeunes à son passage devant la tribune, et un ouvrier, membre du service d'ordre, constatait à côté de moi, d'un ton désabusé, à l'issue du discours de Frachon : « C'est toujours la même messe. » Et, de fait, on ne peut pas dire que l'immense masse de travailleurs venue écouter à la Concorde les leaders de la C.G.T. et des partis ouvriers ait manifesté, à l'audition de leurs discours, un enthousiasme délirant. Ne parlons pas de Daniel Mayer, qui se fit plusieurs fois interrompre par des huées et des sifflets : les ouvriers, décidément, ont tout à fait compris les beautés de la politique socialiste ! Mais ni Hénaff, ni Frachon, ni même Thorez n'ont recueilli des tonnerres d'applaudissements.

Une délégation de chez Renault... mais pas du comité de grève.

Des discours qui ne mènent nulle part

A vrai dire, les travailleurs qui ont défilé de la République à la Concorde n'avaient pas en ce 1er mai 1947 de raisons particulières de se réjouir. Il y avait dans cette foule un mécontentement latent. Les orateurs ont essayé d'y répondre en donnant à leurs discours un aspect légèrement « gauche ». « Peut-on admettre que ce soit la classe ouvrière seule qui fasse les frais de la reconstruction, que son niveau de vie ne s'améliore pas, alors que la production a presque atteint le niveau de 1938 », s'écrie Thorez ; et Frachon : « La baisse des prix est lente à venir, les travailleurs commencent à comprendre qu'elle a été un attrape-nigauds, pour s'opposer à leurs revendications ». On attendait la suite, une indication sur la tactique à suivre pour les diriger sur une voie de garage, obtenir ces revendications... Mais Frachon tourne court et se lance dans une violente diatribe contre les spéculateurs et les oisifs : la lutte contre les oisifs et leur variante à l'usage U.J.R.F. : les zazous, semble en passe de devenir un nouveau cheval de bataille stalinien : curieux ersatz de la lutte de classes, un militant ouvrier ne peut prendre au sérieux pareil « mot d'ordre » fait pour les diriger sur une voie de garage

Un internationalisme honteux

Une teinture internationaliste aussi rieux pareil « mot d'ordre » fait pour ? 1er mai, les travailleurs du monde entier communient dans une même volonté de libération sociale », s'écrie Frachon en prenant la parole, et Hénaff salue les dockers en grève (au même moment où les nervis staliniens cassent la figure aux trotskystes et aux Jeunesses socialistes en train de distribuer les tracts du comité de grève de Renault). Salut au peuple indochinois en lutte. Mais si Thorez affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Frachon fait de ce principe une bien curieuse application : « Le problème n'est pas de savoir, s'écrie-t-il à peu près, si l'Indochine sera indépendante, mais si elle restera dans le cadre de l'Union française, ou si elle deviendra une ennemie de notre pays », et d'attaquer les bourgeois colonialistes, au nom... du patriotisme offensé !

Calomnies, calomnies

Quant à la grève générale de Renault, problème central de l'heure, les orateurs se montrèrent à son sujet d'une extrême discrétion. Seul, Frachon en parla un peu longuement. Fut-ce pour soutenir la lutte des grévistes et la revendication des 10 francs de l'heure ? Vous n'y êtes pas. Frachon se lança dans une longue diatribe, appuyée de trémolos sentimentaux contre ceux qui avaient le mauvais esprit de ne pas faire confiance aux chefs cégétistes pour la défense de leurs revendications. Le tout agrémenté de leur amalgame d'usage, entre la minorité lutte de classe de la C.G.T. et la réaction, et d'indiscret rappel de Dumoulin et de Belin... Peut-être que la calomnie est une arme en vue de cette « unité » si chère aux staliniens ?

Ce 1er mai 1947, une grande « messe » dite par les grands prêtres habituels. Les milliers de travailleurs qui ont défilé doivent prendre conscience de leur force et lancer l'action pour LEURS OBJECTIFS.

PAS DE DIMINUTION DE LA RATION DE PAIN !

Les grévistes de chez Renault ont inscrit sur leurs pancartes : « Du pain ! »

Ils expriment une revendication de toute la classe ouvrière et de tous les pauvres gens à l'heure actuelle.

La dernière récolte de blé est l'une des meilleures depuis de nombreuses années ; et, par conséquent, rien ne justifie qu'une crise du pain éclate en avril. Il faut admettre que les paysans n'ont pas livré leur blé. La raison en est très simple : on a fixé le prix du blé trop bas, tandis que des céréales secondaires (servant à la nourriture du bétail) coûtent presque aussi cher, ou même plus cher, comme le maïs. C'est là un aspect entre beaucoup d'autres de l'incurie et de la pagaïe gouvernementales.

En outre, les gros meuniers spéculent sur le blé et constituent des stocks. Qu'il s'agisse d'eux ou de la gabegie administrative, le sens de la crise du pain est toujours le même : la bourgeoisie ne s'est occupé que de ses profits, la production et la répartition ont été organisées par l'Etat bourgeois auquel participent les chefs socialistes et communistes en fonction des profits capitalistes, sans aucun souci des conditions de vie des masses laborieuses. Les masses payent aujourd'hui les frais de cette politique.

Quelles sont les solutions ?

Pour que les paysans livrent leur blé REVALORISEZ LE PRIX DU BLE SANS AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN.

L'argent nécessaire doit être trouvé par l'EXPROPRIATION DES GRANDS MOULINS SANS INDEMNITE NI RACHAT. Si cela n'est pas suffisant : FAITES PAYER LES RICHES, appliquez un impôt spécial aux grandes sociétés et aux grosses fortunes.

Pour stopper les manœuvres des spéculateurs, SUPPRIMEZ LES INTERMEDIAIRES, mettez sous CONTROLE OUVRIER les grands moulins expropriés.

La classe ouvrière n'a pas à payer par de nouvelles privations les manœuvres capitalistes et l'impuissance de l'Etat bourgeois. Si c'est nécessaire, qu'on achète du blé aux pays qui peuvent en exporter. Qu'on l'importe sous le contrôle des syndicats de ces pays et sous le contrôle des syndicats français. Qu'on fasse également payer les charges de ces importations par les riches dont la table n'a jamais manqué — même sous l'occupation — ni de pain, ni de toutes sortes d'aliments riches en calories.

De toute façon, pas de nouvelles restrictions.

Pas de diminution de la ration de pain !

LA RÉGION MARNAISE DU P.C.I. DONNE L'EXEMPLE de la VIGILANCE OUVRIÈRE

Le tripartisme fourrier du R. P. F.

Les communistes internationalistes n'ont pas attendu que le danger du regroupement fasciste crève les yeux pour sonner l'alarme parmi les travailleurs. Il fut un temps pas très éloigné, OU NOUS ETIONS LES SEULS à signaler ce que représentait le « capital national » de Gaulle, OU NOUS ETIONS LES SEULS à montrer la réaction relevant la tête, OU NOUS ETIONS LES SEULS à préconiser l'unité d'action des travailleurs contre le renforcement et le regroupement fascistes.

Pendant ce temps, les « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », socialistes et stalino-chauvins, élisaient à l'unanimité le général-président, et participaient à ses gouvernements. Pendant ce temps on bloquait les salaires, on dupait les masses, on empêchait les travailleurs de revendiquer et de faire grève « pour ne pas donner d'armes aux trusts et à la réaction ».

Aujourd'hui, les dirigeants socialistes et staliniens découvrent que le danger gaulliste est menaçant. Les ouvriers n'ont pourtant pas donné « d'armes à la réaction », si ce n'est celles des Milices populaires que Thorez a fait rendre à la police bourgeoise. On a été bien calme, bien gentil. Alors ? Vous criez au fascisme, à Boulanger, à Bonaparte, et vous avez certes raison, mais VOUS RENIEZ VOTRE ŒUVRE, camarades dirigeants du P.S. et du P.C.F.

De Gaulle, C'EST VOUS QUI L'AVEZ FAIT, en « ralliant les forces mêmes de la nation autour de sa personne » (« Huma » d'août 1944) en le présentant comme « le restaurateur de la démocratie » (« Popu » de 1943), etc. La réaction n'a redressé la tête que parce que vous freiniez les revendications ouvrières. Le pouvoir personnel apparaît à l'horizon, parce que vous avez détourné les masses de la voie qui mène au pouvoir ouvrier.

Et maintenant ?

Qu'allez-vous faire ? Thorez fait appel aux « Comités de vigilance ». Mais d'abord la vigilance des travailleur, leur énergie, leur combattivité, si elles ne sont pas usées, ce n'est vraiment pas de votre faute. Et ensuite qu'entendez-vous au juste par « Comités de vigilance », camarades P. C.F. ? Une expérience toute récente que nous venons de faire dans le département de la Marne éclaire très concrètement cette question.

La région marnaise du P.C.I. avait adressé une lettre circulaire à l'U.D. des Syndicats, au P.S. et au P.C.F., dont voici des extraits :

...La bourgeoisie n'accepte de compromis avec la classe ouvrière que lorsqu'elle n'est pas assez forte pour l'écraser et la surexploiter, et ces compromis lui permettent seulement de se renforcer et de préparer le « Pouvoir fort ».

Il est aujourd'hui prouvé par l'expérience gaulliste, que la voie des concessions, loin de calmer la virulence de la classe bourgeoise, amène un renforcement du fascisme.

Au « Mépris de fer » et au raidissement gaulliste nous devons opposer l'Unité d'Action Ouvrière.

Aussi prenons-nous l'initiative de proposer à l'Union Départementale des Syndicats, à la Fédération marnaise du Parti socialiste (S.F.I.O.), à la Fédération Marnaise du P.C.F., la formation en commun, d'un comité de Vigilance des Travailleurs marnais.

A l'étape actuelle, nous proposons comme programme d'action pour ce Comité de Vigilance Ouvrière, la lutte sur les points suivants :

— dénoncer les liaisons du R.P.F. avec la grande industrie et la grande banque, avec toutes les cliques militaristes, colonialistes, cléricales et policières.

— réclamer l'arrestation des complices de de Gaulle dans l'armée et la haute administration, et une enquête publique sur l'origine des fonds de de Gaulle et du R.P.F.

— réclamer la reconstitution des Milices populaires : les meilleurs défenseurs des travailleurs sont les travailleurs eux-mêmes.

— organiser toute contre-manifestation utile le cas échéant dans le département.

Au nom du Bureau régional marnais du P.C.I. (Section Française de la IVe Internationale).

Louis LETONTURIER,
22, rue du Collège
Châlons-sur-Marne

P.-S. — Au moment où nous voulions adresser cette lettre, l'U.D. rend publique son intention de constituer un Comité de vigilance. Nous saluons cette initiative, maintenons nos propositions concernant le programme d'action de ce Comité, et espérons que l'Unité des travailleurs marnais contre l'agitation fasciste ne sera pas un vain mot.

Un « bon départ dans la voie démocratique »

Deux délégués du P.C.I. se sont donc rendus à la réunion constitutive du Comité de vigilance. Toute affaire cessante, le P.C.F. a tenu à jouer son rôle habituel de diviseur. On n'a que le mot « unité » à la bouche, au P. C.F., mais dès qu'il s'agit de la réaliser, on lance l'exclusive contre l'avant-garde révolutionnaire, contre le P.C.I.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4)

A la demande des colonialistes les dirigeants du P.C.I. convoqués par la brigade criminelle

Notre campagne contre la guerre d'Indochine et pour l'indépendance du Viet-Nam a touché au point sensible messieurs les colonialistes, les banquiers et leur gouvernement. Nos camarades de Toulouse, Montauban, Grand-Quevilly et Agen ont déjà subi des interrogatoires des flics et du parquet, et se sont vus inculper d'une façon grotesque d' « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat », d' « activité au profit d'une puissance étrangère », etc. D'un côté la bourgeoisie et ses esclavagistes déchainent contre nous leur appareil répressif, dans leur rage contre ceux qui osent dénoncer leurs crimes colonialistes ; de l'autre, les travailleurs vietnamiens nous adressent chaque semaine des dizaines et des dizaines de lettres de félicitations et d'encouragement en même temps que leurs gros sous. Et cela c'est plus que n'en peut supporter le citoyen et « socialiste » Depreux, qui voit rouge pour la première fois de sa vie. Et le voilà qui décide pour satisfaire ses maîtres de la banque, des plantations d'hévéas et de l'état-major à qui il ne peut rien refuser, d'inculper le P.C.I. lui même, en la personne de ses dirigeants, pour « entreprise de démoralisation de l'armée et de la nation », à propos de notre affiche « A bas la guerre d'Indochine ».

Nos camarades Parisot et Demazière ont été convoqués à la brigade criminelle (!) à la Préfecture de police à Paris. Si, comme nous l'ont rapporté nos camarades, les procédés ont changé depuis leur dernier contact avec ces messieurs sous l'occupation, les méthodes de

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4)

Pointes Rouges

« Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte ».

En 1945, un groupe de F.T.P. internationalistes avait fait un petit journal : Ohé Partisans. Dans un numéro, il y avait une petite manchette qui fit dire à des co-

pains F.T.P. du P.C.F. : « Vous allez fort quand même ».

Cette manchette était la suivante : Et tout doucement, mais pas insensiblement, les gaulles devinrent des triques.

Qui avait raison ? Les F.T.P. internationalistes ? ou Pierre Hervé qui écrivait alors (Humanité du 24-11-45) : A présent, nous sommes les partisans du général de Gaulle.

« C'est de la faute aux fayots si on est mal sur les bateaux. »

Il y a, en ce moment, dans la marine, beaucoup de gars qui veulent résilier leurs engagements.

Les matafs n'ont pas les mêmes conceptions que les officiers sur La marine du peuple. *En particulier, ceux qui ont goûté à la prison de Pontaniou (Brest) commencent à trouver qu'en fait de ma*rine du peuple, ça ressemble plutôt à la marine du R.P.F.

L'affaire « Cité-Soir » rebondit.

Nous avons signalé à différentes reprises dans nos Vérités la tournure que prenait l'affaire Cité-Soir à la tête de laquelle se trouvait plongé jusqu'au cou le ministre S.F.I.O., Philip.

En nommant Montezer locataire de Cité-Soir, *Philip fit des démarches pour obtenir le rétablissement du contingent de papier (dont une partie importante était revendue*

*au marché noir) et le sursit pour les millions dus à l'administration des domaines. Mais les collaborateurs du ministre n'étant pas payés, ceux-ci se mirent en grève. La plupart d'entre eux, signalons-le en passant, étaient et sont en*core membres de la S.F.I.O.

Le socialiste Philip licencie ses employés socialistes.

On se souvient que nous avions écrit que Philip avait signifié à Charles Lancelle, membre S.F.I.O., son congé en tant qu'administrateur de Cité-Soir, par voix d'huissier !

Pareillement, les employés socialistes de Cité-Soir n'étant pas payés, Philip et son Montezer les licencient purement et simplement, ces derniers s'étant mis en grève.

Mais l'inspecteur du travail s'y étant opposé, le journal de Philip cessait de paraître le 2 octobre 1946.

A ce moment là, Philip devait sept millions passés, rien que de salaires aux quatre-vingts employés du journal, qui aujourd'hui l'attaquent en justice !

Si bien qu'il est maintenant impossible au ministre socialiste de se dérober.

Quelques camarades socialistes, qui sont parmi les quatre-vingts qui attaquent Philip en justice, nous ont avoué aussi leur intention de poser le cas du ministre devant tout le parti et de demander son exclusion.

Allez-y les gars et à fond !

Exclure la droite de la S.F.I.O.

D'ailleurs, les camarades socialistes décidés à avoir, comme ils disent « la peau d'André Philip » ne devraient pas s'arrêter en si bon chemin.

Ils pourraient demander aussi une commission de contrôle contre Félix Gouin, mis en cause par Yves Farge. A notre connaissance, dans le parti socialiste, personne n'a encore songé à le faire, ce qui est surprenant...

Mais on pourrait aussi se payer un peu de culot et déclencher une campagne serrée dans les sections pour l'exclusion de Ramadier, Moutet, Le Trocquer, du parti. L'un était néo et l'est resté. l'autre est le représentant type du colonialisme le plus immonde, le troisième, l'affairiste par excellen-

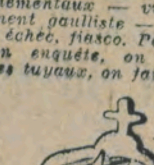
ce et de plus, l'agent gaulliste, *connu comme tel.*

Aux approches du prochain congrès national, il y aurait là une excellente plate-forme de combat pour mobiliser les militants de gauche, dans les sections et les fédérations de province.

Le Rassemblement de masse.

Il est curieux de lire les informations parues dans la presse ces jours-ci, au sujet du R.P.F.

D'après les journaux des partis gouvernementaux — visés par le mouvement gaulliste — c'est unanime : échec, fiasco. Pour les autres, on enquête, on cherche à avoir des tuyaux, on fait semblant



d'adhérer dans une permanence et on suit la filière, on entrevoit entre deux portes la binette du gros Soustelle, paraît-il tout réjoui. Bref, les uns disent dans les cent mille adhérents, le général dans sa campagne de presse parle vaguement de... « centaines de mille ». Mais le record est battu par Samedi-Soir qui est toujours le « mieux informé » : 1 million d'adhérents ! Rien que ça... en une semaine. Que sera-ce en quarante semaines ? Toute la France ! y compris les vieillards et les enfants au berceau. Seulement, qu'on se tranquillise... Samedi-Soir est ce journal, rappelez-vous, qui, voici un an, au moment où Blum devait aller en Amérique, et sur le fait d'une fausse dépêche de l'A.F.P., avait décrit l'arrivée du chef socialiste au milieu de l'enthousiasme délirant du peuple américain, et qui donnait des détails sur la chambre où se reposait celui-ci... alors que Blum n'était pas encore parti du Bourget !

On ne s'est pas ennuyé à Moscou !

Dédié aux cent millions de morts de la grande boucherie.

Dédié à ceux qui manquent de pain.

Dédié à tous ceux qui attendent leur salut de diplomates pourris, de bureaucrates voleurs et de généraux ivrognes.

Un article de France-soir, du 25 avril, reproduit in extenso et... sans commentaires ! :

« MOSCOU, 25 avril (de notre envoyé spécial C. VEILLET-LAVALLÉE). — Staline, en grand uniforme de maréchal, recevait à dîner les ministres des Affaires étrangères et leur suite, cinquante-six invités, dans le salon Saint-Georges — aux colonnes de marbre vert — du Kremlin.

« Hors-d'œuvre (arrosés de vodka) : Poisson de lait au raifort ; Poisson (vin blanc du Caucase) ; Mouton, Perdreaux et Gélinottes (vin rouge de l'Uzbékistan ; Choux-fleurs et Asperges en branches (un luxe en cette saison à Moscou !) ; Crème glacée (champagne du Caucase et cognac de Crimée).

« Douze toasts (ce qui est peu, on en compte d'habitude de 20 à 30). De son côté, Staline n'en porta qu'un seul.., et au président Truman. La bonne humeur, en fin de repas, était générale et M. Bevin eut sa part de succès en se livrant

à des considérations sur ce qui se passerait si le maréchal Staline était président des U.S.A. et M. Truman, chef du gouvernement soviétique.

« Le dîner fini, Staline offrit à ses hôtes une séance de cinéma, un film en couleurs « Fleurs de pierre ». Chaq adtvvinieuv étaei — re ». Chaque invité avait devant lui une petite table portant cigares et champagne.

« Puis ce fut la fin de la soirée. On ne s'était pas beaucoup amusé. Chacun rentra chez soi, évoquant avec mélancolie les précédentes agapes diplomatiques où, à 4 heures du matin, tel ambassadeur d'Angleterre ou tel général français, après son vingt-septième toast, avait roulé sous la table.

« Mais à l'hôtel Moskwa, les délégations s'amusèrent follement en un bal non officiel qu'elles improvisèrent après le dîner. »

Les complices se disputent...

Extraits d'un article paru le 25 avril dans la Tribune socialiste *de Nantes :*

« La municipalité communiste de Plouézec veut envoyer Maurice Thorez en première ligne.

« Nous lisons dans l'Aube nouvelle *(hebdomadaire communiste des Côtes-du-Nord) un vœu adopté par la majorité communiste de Plouézec, qui demande notamment qu'au cas où la guerre d'Indochine ne prendrait pas fin :*

« Marius Moutet et les 421 députés qui ont voté pour la continuation de cette guerre soient mobilisés et encadrés par les généraux et amiraux et soient envoyés en première ligne, sur les théâtres d'opérations, pour remplacer les malheureux soldats et marins qui, eux, ne demandent qu'à cesser le combat.

« Toutefois, dans le cas présent, contrairement à ce que croient très naïvement les honorables conseillers municipaux communistes de Plouézec, il n'y aurait pas que le camarade socialiste Moutet à partir en première ligne : il y aurait aussi, en tête des 421 députés (car nous pensons que les ministres passeraient devant), à côté de Ramadier, le vice-président du conseil, Maurice Thorez, et même nous pensons que celui qui devrait passer le premier serait non pas notre camarade Ramadier, mais, en la circonstance, le ministre de la Défense nationale Billoux, qui, en sa qualité de chef des armées, est tout désigné pour ce rôle.

« Car, ne l'oublions pas, si le conseil municipal de Plouézec semble l'ignorer, Maurice Thorez, Billoux, Tillon, ministres communistes, ont voté la confiance et les crédits, donc « la continuation de la guerre », comme dit le maire de Plouézec.

Alors, pas tant de grands mots.

« S'il est exact, comme vous osez l'écrire, que 421 députés français aiment bien faire la guerre, mais avec la peau des copains, n'oubliez pas que votre chef vénéré Maurice Thorez était du nombre, et puisez, pour vous en assurer, le Journal officiel du mercredi 19 mars 1947, page 929.

« Vous vous souvenez que vous avez des ministres dans le bain pour leur attribuer telle mesure populaire, mais, lorsque le gouvernement est appelé à prendre une décision impopulaire, vous n'hésitez pas à en déformer le sens et à dégager votre parti des responsabilités que vous laissez aux autres, même lorsqu'il s'agit de voter des crédits que votre camarade Billoux, ministre de la Défense nationale, a déjà dépensés, comme c'était le cas dans le vote des crédits sur l'Indochine. »

Les rédacteurs socialistes n'ont pas tort d'en mettre un coup aux braves communistes français, inconscients des trahisons de leurs chefs. Mais il ne faudrait pas non plus oublier les crimes « maison » ! La vague justification de la politique S. F. I. O. esquissée dans une autre partie de l'article ne saurait nous faire oublier que c'est tous ensemble, ministres et députés, socialistes et staliniens, qui ont voté la guerre d'Indochine, et qu'on devrait les envoyer se faire trouer une bonne fois la peau !

Les staliniens de la Loire ont « fêté » le 1er mai.

Lorsque, l'an dernier, un quotidien du Mouvement de Libération nationale de Saint-Etienne exaltait le 1er mai, « fête du Travail », un stalinien de l'U. D. répondait avec juste raison que, tant que le régime capitaliste n'aurait pas été aboli, le 1er mai ne pourrait être qu'un jour de lutte. Mais sans doute la révolution s'est-elle accomplie, en un an, à notre insu, et à l'insu de tous, car, cette année, la même U. D. de la Loire fait placarder des affiches annonçant : « 1er mai, fête du Travail ». Il est vrai qu'au P.C.F. on n'en est pas à une contradiction près.

Un joli torchon...

Le journal Tel quel *publie une information dont nous citons les passages les plus caractéristiques:*

« En 1939, le parti communiste prêchait le sabotage et la désertion ; aujourd'hui, il essaie de saboter la défense de l'Empire et fait cause commune avec les assassins du Viet Nahm.

« La IIIe et la IVe Internationale conjugent, sur ce terrain, leurs efforts. On se mord sur des points de détail, mais on est parfaitement d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire l'asservissement de la France.

« Le journal de la IVe Internationale, *La Vérité*, se flatte de mener « une campagne d'agitation qui, après Paris, s'est étendue à toute la province ».

« Impunément !

« Des collaborateurs sont en prison pour en avoir écrit et fait beaucoup moins que les « patriotes » communistes.

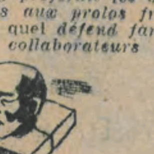
Des incidents inadmissibles

« Pour mener à bien sa propagande antinationale, trostkystes et staliniens ont mobilisé dans le Midi tous les nervis en chômage.

« ...Et, pour rester dans la tradition de l'Internationale, promettent douze balles dans la peau aux généraux.

« A Toulon, boulevard de Strasbourg, une bande de nervis a littéralement assommé DEUX jeunes soldats en instance de départ pour l'Indochine, parce qu'ils refusaient de crier : « Vive Ho Chin Minh ! »

Déjà Lyautey préférait les officiers allemands aux prolos français. Mais Tel quel *défend farouchement ses collaborateurs (au*



sens plein du mot). Sa critique théâtrale est signée de Georges Piock, journaliste de l'Œuvre de Déat, et André Guérin est aussi passé sans encombre de l'Œuvre à Tel quel.

C'est aussi ce même journal qui fait des éloges dithyrambiques de Grock, le clown suisse qui n'avait pas assez de mots pour railler la « France vaincue » et sans dédaigner d'aller jouer en Allemagne en 1942-1943.

Il y a au moins un point sur lequel militants communistes français et communistes internationalistes sont d'accord :

C'est sur le sort à réserver à ces messieurs de Tel quel, leurs commanditaires et leurs sympathisants !

LA VIE DU PARTI

AVIS

Les camarades ou sympathisants au Parti, qui travaillent dans le cinéma comme OPERATEURS, DECORATEURS, MONTEURS, etc., sont priés de se faire connaître par lettre, d'urgence : « LA VERITE », service cinéma, 100, rue Réaumur. Ecrire lisiblement nom et adresse pour convocation ultérieure.

Réunion de Sympathisants

5e et 6e arrondissements, mercredi 14 mai, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, salle M. :

COMMENT LUTTER CONTRE LE GAULLISME ?

Souscription permanente

Geoffroy, 30 francs. Grissolange, 35. Duthel, 100. Prat, 100. Saint-Etienne, 540. Un militant socialiste de gauche de l'Eure, qui engage tous ses camarades à l'imiter, 30. En réponse à votre appel, et pour protester contre Moutet-Ramadier, un vieux socialiste, 50. Le veilleur, 1.060.

CONCOURS D'ABONNEMENTS

La région bretonne lance un défi à toutes les régions du P. C. I.

Une lettre du camarade Calvès nous annonce que la région bretonne lance un défi à toutes les régions du P.C.I., « en particulier aux méridionaux de la Bretagne (les Nantais) et aux vrais Méridionaux qui semblent s'endormir tout doucement ». Que vont répondre Marseille et Nantes à Calvès et à Rospars, respectivement 2e et 4e du classement ?

Cette semaine, Leblanc est toujours en tête. Mais le second de la semaine dernière, Reynolds, a été dépassé par l'offensive bretonne, dans laquelle s'est intercalée une camared de Paris.

La lutte est chaude pour la première place.

Voici le classement de cette semaine :

LEBLANC (Toulouse) ...	75	BARTOLI (Corse)	12
CALVES (Brest)	54	J. BEAL (Saint-Etienne..	12
DENISE (Grenelle)	54	FAUGLAS (Quimper) ...	12
ROSPARS (Quimper) ..	48	GALLIENNE (Vaugir.) ..	12
REYNOLDS (Grenoble..	39	LAURENT J.C.I. (Bord.)..	12
TOMASI (Marseille) ...	33	LANERES (Arras)	12
MAURIN (Paris 15e)	30	MERCIER (Boul.-Bill.) ...	12
LORAN (Toulouse)	30	MAGNIN (Paris)	12
MONNIER (Bordeaux) .	27	PRAT (Couëron)	12
BOBY J.C.I. (Brest)	24	THOUREL (Montauban..	12
KARLOS (Arcueil)	24	VELDEMAN (Suresnes) ..	12
LANDAU (Paris)	24	Ch. MARIE (Dieppe) ...	6
GOURET P. (Lyon)	18	GAVELLE (Carvin)	3
COROT (Paris)	15		

Les points s'accumulent. Mais il y a encore trop peu de camarades qui participent au concours. N'oubliez pas que trois voyages de huit jours, cet été, entièrement gratuits, en Angleterre, en Bretagne et en Provence, viendront récompenser les gagnants, ainsi que toute une liste de prix.

Au travail, camarades de la région parisienne, qui dormez un peu, militants de tout le parti, sympathisants, lecteurs !

LES ABONNEMENTS SONT LA VIE DU JOURNAL !

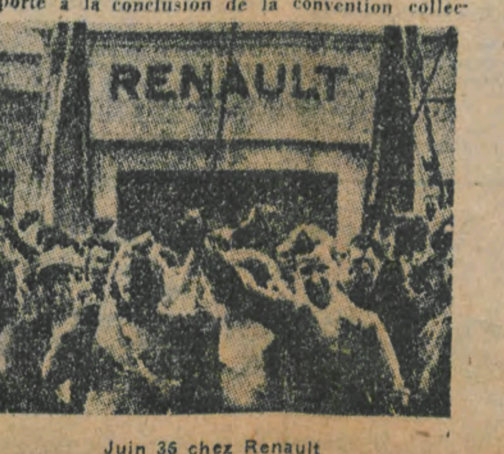
RENAULT

forteresse de la classe ouvrière

Renault est non seulement la plus grosse usine de France, mais une des plus importantes d'Europe. Chaque fois que les ouvriers de chez Renault sont entrés en grève, leur mouvement a fait date dans l'histoire des luttes ouvrières.

En juin 1936, le débrayage de Renault a donné une impulsion au mouvement gréviste qui devait aboutir aux grandes victoires ouvrières. Après la « pause » décrétée par les dirigeants ouvriers, la bourgeoisie se remet de sa grande peur et s'attaque aux conquêtes sociales qui lui ont été arrachées en juin 1936. En 1938, dans presque toute la métallurgie parisienne, les 40 heures ont disparu. L'élévation du coût de la vie neutralise les augmentations de salaires obtenues par les grèves de 1936.

Le 24 mars 1938, les métallos de la région parisienne débrayent pour protester contre le retard apporté à la conclusion de la convention collec-



Juin 36 chez Renault

tive et pour le rajustement des salaires. Citroën, Gnome et Rhône, Farman, Rosengart, Panhard entrent en grève. Les métallos de la région parisienne comptent sur Renault dont tous comprennent la portée qu'aurait sa rentrée en lutte. Les staliniens qui s'efforcent d'affaiblir le mouvement concentrent tous leurs efforts pour empêcher cette forteresse ouvrière de débrayer.

Les mêmes arguments employés aujourd'hui par Hénaff sont invoqués par Costes. Ne pas effrayer les « camarades » radicaux, ne pas rompre l'unité du Front Populaire.

Malgré le freinage stalinien, la grève de la métallurgie s'élargit ; devant la volonté de combat des travailleurs de chez Renault, le syndicat des métaux est obligé de se prononcer avec réticence pour la grève générale de la métallurgie. Renault débraye. Malheureusement le mouvement gréviste, sans coordination, sans impulsion, trahi par les dirigeants staliniens, aboutira à un échec.

La grève du 23 novembre 1938

En novembre, la lutte rejaillit de nouveau. La grève du 23 novembre, dont la défaite marque la fin de l'élan ouvrier de juin 1936, fait figure d'épisode glorieux dans les luttes révolutionnaires du prolétariat parisien.

Les staliniens déclenchèrent, le 23 novembre 1938, quelques jours avant la grève générale du 30 novembre, une grève de la métallurgie. Ils espéraient par là briser la combattivité des métallos avant le mouvement du 30 novembre qui, venant après deux ans de politique capitularde, était voué à l'échec.

Le 23 novembre, le débrayage a lieu dans l'enthousiasme général. Tous les ateliers de chez Renault sont touchés par la grève. Mais les staliniens, au lieu de se préparer systématiquement à résister à l'assaut des flics, préparent l'évacuation de l'usine qui, grâce à sa structure de forteresse ouvrière était pratiquement imprenable. Des tanks même se trouvaient dans l'usine. Les dirigeants staliniens, tels que Morizet et Costes, prêchent l'évacuation à laquelle la grande majorité des ouvriers manifestent leur hostilité. Le soir du 23, 100 pelotons de gardes mobiles et 1.500 agents cernent l'usine. Les staliniens avaient évité d'organiser des liaisons, de surveiller les entrées, d'organiser la défense. Les dirigeants du P.C.F., qui possédaient la mairie de Boulogne, négligèrent de faire appel à la solidarité de la population ouvrière, qui aurait pu aider Renault. Malgré toutes ces conditions défavorables, un combat farouche s'engagea dans les ateliers de Renault avec les flics qui furent accueillis par une pluie de boulons et de barres de fer. Pendant la bataille, où les ouvriers déployèrent un courage inouï, les staliniens ne cessèrent de prêcher l'évacuation à laquelle se rangèrent un contingent d'ouvriers qui en sortant furent reçus à coups de grenades lacrymogènes. La lutte se poursuivit toute la nuit, des dizaines de flics et de mobiles furent blessés dans la bataille.

4.500 ouvriers furent licenciés, plusieurs centaines furent condamnés à des peines diverses. La défaite de Renault pesa lourdement sur la grève générale du 30 novembre.

Les ouvriers de chez Renault qui, en août 1944, donnèrent le signal de la grève insurrectionnelle et qui, aujourd'hui, ont retrouvé la voie de juin 1936, prouvent qu'ils n'ont rien perdu de leur élan révolutionnaire.

A la veille du Premier Mai, que les dirigeants ouvriers ont voulu transformer en mascarade, les gars de chez Renault sont un magnifique exemple pour toute la classe ouvrière française, ils montrent que c'est en renonçant avec les formes de lutte traditionnelles du prolétariat que les travailleurs peuvent aller de l'avant.

R. VALENSI.

Le maire de Clichy refuse une permanence à la cellule du P.C.I.

Par lettre en date du 14 mars 1947 adressée au maire communiste de Clichy, la section locale de Clichy du P.C.I. sollicitait une salle à la Maison du Peuple en vue de tenir une permanence.

Après un silence assez long, du 14 mars au 4 avril, la réponse nous est enfin parvenue. Nette, catégorique.

Le maire de Clichy nous informe qu'il lui est impossible de donner suite à notre demande. Motif invoqué : pas de salle disponible.

Nous refusons d'admettre une telle excuse.

Nous savons qu'il est possible d'obtenir une salle à la Maison du Peuple. Et la pâle dérobade à caractère technique du fonctionnaire stalinien ne suffit pas à nous cacher les véritables raisons de ce refus.

L'agonie mortelle dans laquelle se débat le régime capitaliste met au jour d'une façon éclatante la collusion infecte des ministres communistes français avec les représentants bourgeois au gouvernement.

Elle ouvre les yeux des ouvriers conscients sur la trahison des dirigeants ouvriers — ou soi-disant tels — qui sacrifient cyniquement les intérêts du prolétariat au profit de sordides combinaisons parlementaires et d'une collaboration de classes boueuse.

Le maire de Clichy sait que l'influence du P.C.I. parmi la population laborieuse clichoise n'est pas négligeable, puisque plus de 400 électeurs ouvriers nous ont manifesté leur confiance aux élections du 2 JUIN et du 10 NOVEMBRE 1946, et il sait aussi qu'une permanence accordée à notre parti nous permettrait d'étendre considérablement notre influence parmi les prolétaires clichois déçus par la politique capitularde du parti Communiste Français.

Mais la section de Clichy du P.C.I. n'est pas disposée à se laisser imposer silence par le maire de Clichy.

Elle envisage :

1. La diffusion d'un tract protestant contre les méthodes arbitraires et antidémocratiques du maire et indiquant clairement les raisons politiques de ce refus;

2. L'envoi d'une lettre de protestation aux conseillers municipaux appartenant aux partis de gauche ainsi qu'aux journaux locaux.

Parallèlement à ces mesures exceptionnelles, la section locale de notre parti continuera son effort systématique de pénétration parmi les éléments ouvriers de Clichy afin de les regrouper sur un programme d'action révolutionnaire.

LA SECTION LOCALE DE CLICHY DU P.C.I.

Les ouvriers, les ménagères, les sympathisants de Clichy désirant se renseigner sur l'action du P.C.I. ou désirant y adhérer, sont priés de bien vouloir écrire à l'adresse suivante : Mme Marcelle RAMBEAUD, 3, passage de la Briqueterie, Clichy (Seine).

PERMANENCES

REGION PARISIENNE

PARIS. — 19, rue Daguerre (fond de la cour), 14e arr. En semaine : 15 heures à 19 h. 30 ; le dimanche : 10 à 12 heures. Tél. : Suf. 62-31.

CHOISY-LE-ROI. — Dimanche, 10 à 11 heures, Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

ARCUEIL. — Vendredi, dès 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (cité Jardins).

LE RAINCY. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, Clichy-sous-Bois.

NORD

LILLE. — Dimanche, 9 à 12 heures, café-hôtel des Buisses, 85, rue des Buisses.

TOURCOING. — Samedi, 17 à 19 heures, café, 15, rue Franklin-Roosevelt.

ARRAS. — S'adresser à Lanerès Jean, 5, rue des Balances.

CARVIN. — S'adresser à Gavelle André, 55, rue Thibaut.

AMIENS. — Ecrire à S. Koba, J.C.I., café de la Presse, 27, rue de la République.

EST

REIMS. — Mercredi, 18 h. 30 à 20 heures, bar Emile, rue des Romains. Tél. : 47-29.

EPERNAY. — Jeudi, 17 h. 30 à 19 h. 30, A. Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance.

CHALONS-SUR-MARNE. — Ecrire à Vani, 22, rue du Collège.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Ecrire à G. Paget, 1, rue de la Rosière, Chavigny ; et à Laurent Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy.

FRANCHE-COMTE

S'adresser à M. René Peyraud, chez M. Alex, 9, rue de la Poyat, Saint-Claude (Jura).

CENTRE

SAINT-ETIENNE. — Samedi, 17 à 19 heures, café Basset, place du Peuple.

CLERMONT-FERRAND. — Samedi, de 16 à 19 heures, café National, place Gaillard. Ecrire à Gérard Bloch, secrétaire régional du P.C.I., 7, avenue Beau-Site, à Royat (Puy-de-Dôme).

MONTLUÇON. — Samedi, de 18 à 19 h. 30, restaurant espagnol, 35, rue des Farges. Ecrire à Kilisky, 3, rue des Toiles.

LYON. — Samedi, de 16 à 19 heures, café du Dauphiné, 3, cours Gambetta.

ALPES

SAVOIE. — S'adresser à Emile Vuillerme, à Laissaud (Savoie).

GRENOBLE. — Samedi, de 17 à 19 heures, 10, rue Barnave. Tél. : 25-06.

LANCEY. — Samedi, de 20 à 21 h. 30, café Bardonne.

MIDI

ARDECHE. — Ecrire à René Sévenier, 51, rue de la République, Le Teil.

MARSEILLE. — Samedi, de 17 à 20 heures, bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est, vieille bourse du Travail.

CORSE. — P.C.I., 27, rue de l'Opéra, Bastia.

TOULOUSE. — Dimanche, 10 à 12 heures, café Barios, place du Capitole.

BORDEAUX. — Samedi après-midi et dimanche matin, 34, cours Aristide-Briand, bar de la Bourse.

OUEST

CHARENTE-MARITIME. — Ecrire à Julliot, propriétaire-exploitant à Epargnes.

LA ROCHELLE. — Ecrire à Christiane Girard, 84, avenue Jean-Guitton.

ANGERS. — Dimanche, de 11 à 12 heures, café de l'Etoile, place Romain.

NANTES. — Samedi, de 15 à 18 heures, café Maurice, rue Léon-Jamin.

QUIMPER. — Jeudi, de 14 à 17 heures ; samedi, de 17 à 19 heures, 9, rue de Salonique.

BREST. — Jeudi, vendredi, samedi, de 20 à 23 heures ; dimanche, de 10 à 12 heures, P.C.I., 30, rue Kérivin.

COUERON. — S'adresser à Roger Tual, 4, rue Waldeck-Rousseau.

RENNES. — Jeudi, de 20 à 22 heures, café Mme Métayer, 144, rue de Saint-Helier.

SAINT-BREVIN-LES-PINS. — Rivalland, villa « La Coquette », avenue Valentine.

ROUEN. — Dimanche, de 10 à 12 heures, café des Tramways, place Saint-Sever.

IL Y A DU BLE DANS LE MONDE

La crise du pain en France amène ceux qui ne sont pas initiés aux secrets des maîtres de la terre à se demander si ce n'est pas parce que le monde entier manquerait de pain qu'ils sont obligés de faire la queue à la porte des boulangeries. On se demande si, après tout, la diminution de la ration de pain de 350 à 200 grammes ne serait pas inévitable.

Il y a du blé dans le monde

La récolte mondiale de blé de la campagne 1945-1946 est loin de justifier les privations que subissent les masses dans le monde entier. les restrictions de pain en Angleterre — plus dures aujourd'hui que pendant le temps de guerre — la diminution de la ration en France, et même, la famine tout court dans les pays de l'Europe Orientale plus particulièrement en Roumanie.

« Si les ressources mondiales étaient cette année, réparties équitablement entre tous les consommateurs, écrit la revue « Etudes et Conjoncture » du ministère de l'Economie nationale, *nul doute que la menace de la disette serait écartée.* » Il y a dans le monde quatre grands pays exportateurs de blé : les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine et l'Australie.

Quelques chiffres

Suivant les estimations qui ont été faites à l'automne dernier, il y avait vingt-quatre millions et demi de tonnes métriques de blé exportables dans le monde, c'est-à-dire plus de vingt-cinq fois ce qui était nécessaire à la France pour servir une ration normale de 400 grammes de pain par jour.

Au cours de la guerre, les disponibilités (stock initial et récoltes) des quatre grands pays exportateurs de blé ont augmenté de 50 millions de tonnes environ (moyenne des années 1934-1939) à 90 millions de tonnes en 1943 pour fléchir à 70 millions environ en 1946. Ces chiffres prouvent que les quatre pays exportateurs disposent d'un surplus de blé d'environ 40 %. Ce surplus est à l'origine de bénéfices extraordinaires des capitalistes de ces pays et d'une pression politique de leurs Etats sur l'Europe et l'Asie affamées. Les Etats-Unis, à eux seuls, ont vu leur récolte de 1946 augmenter de 30 % à peu près par rapport à la moyenne des années 1935-1944.

Les désastres de la guerre

Pendant que les quatre grands producteurs de blé du nouveau monde étaient épargnés et regorgeaient de blé, l'Europe et l'Asie ont été ravagées par la guerre.

*Mais, il y eut un autre aspect, d'une importance énorme, de la politique de guerre. Entre 1943 et 1945 plus parti*culièrement, *les stocks de blé existant dans le monde ont baissé de 45 millions de tonnes* (1943) *à* 10 *millions* (1946). *Cette liquidation des stocks résulte, pour une part, du fait que les paysans ont nourri le bétail avec du blé, faute de disposer de céréales secondaires qu'ils ne*

par Max GEOFFROY

produisaient pas eux-mêmes et que l'économie du temps de guerre se souciait peu de mettre à leur disposition. Mais, surtout, le blé, au lieu de servir à la nourriture des hommes, entra directement dans le circuit de la production de guerre. Il fut transformé en alcool et en toutes sortes de succédanés industriels. Le blé servit à faire marcher les tanks et les auto-chenilles et à d'autres fins tout aussi peu utiles.

La liquidation des stocks devait, à la fin de la guerre et aussitôt après, rendre terribles les conséquences des mauvaises récoltes. Quoi qu'en dise Léon Blum, la nature s'est montrée particulièrement bienveillante et le rendement des emblavements n'est jamais devenu inquiétant. Malgré cela, la crise du blé existe. C'est un résultat de la guerre, résultat direct comme dans le cas du recul des emblavements et dans le cas de la liquidation des stocks pour les besoins industriels de guerre, résultat indirect comme dans le cas de l'alimentation du bétail.

L'organisation capitaliste responsable de la crise du blé

La situation d'après guerre est dominée par le chantage qu'exercent les Etats-Unis sur l'Europe et sur l'Asie. Consentez à la domination de votre économie et de votre politique par nos capitalistes, dit l'Etat américain, détenteur d'énormes stocks, et vous aurez notre aide. Dans les pays occupés par l'armée russe, les Etats-Unis ont envoyé des missions de l'U.N.R.A. Sous prétexte d'aide, ces missions ont exercé une pression inouïe sur les gouvernements, ont fait un battage publicitaire énorme comme en Allemagne. Le blé, après avoir servi aux besoins de la politique impérialiste de guerre était employé pour la politique impérialiste pacifique.

Pas de répartition équitable en régime capitaliste

« Nul doute que la menace de la disette serait écartée », *disent gravement les économistes penchés sur leurs chiffres. Ils n'oublient qu'une chose, c'est qu'il ne peut y avoir de répartition équitable du blé en régime capitaliste, pas plus qu'il n'y a de répartition équitable de quoi que ce soit. Le régime capitaliste est fondé sur l'inégalité des ressources. Dans le travail de chaque jour, l'ouvrier, le paysan travailleur, laissent entre les mains de ceux qui les exploitent, une part importante des richesses qu'ils ont produites. C'est la loi fondamentale du régime capitaliste. A partir du moment où ceux qui produisent réellement, ceux qui peinent à la tâche, exproprieraient leurs maîtres, détenteurs légaux des moyens de production, la répartition équitable, à travers le monde, des biens indispensables à la vie, deviendrait non seulement possible, mais aisée.*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos)	250 fr.
pour 6 mois (26 nos)	125 fr.
pour 3 mois (13 nos)	65 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom ....

Adresse ....

Envoyer ce bulletin 100, rue Réaumur, Paris (2e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :

Soutiens « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.

Lutter pour le pain c'est aussi lutter pour le socialisme

Cette expropriation des maîtres des moyens de production, c'est le socialisme. Elle ne peut être réalisée qu'au terme d'une lutte implacable, au cours de laquelle la classe ouvrière, rassemblant autour d'elle toutes les couches de la population laborieuse, préparera l'instauration d'un gouvernement des ouvriers et des paysans. Les responsables actuels de la classe ouvrière, ceux qui se réclament encore du socialisme et du communisme, tournent le dos à cette lutte pour l'instauration du socialisme. Et c'est justement parce qu'ils ont renié en bloc le but final, la révolution socialiste, qu'ils sont incapables d'apporter le moindre remède à la moindre question sérieuse.

L'impuissance des grandes organisations ouvrières

On voit le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français voter au Conseil des ministres une diminution de la ration de pain qui signifie pour tous les travailleurs et pour les pauvres gens de nouvelles privations ajoutées aux privations immenses qu'ils ont subies depuis le début de la guerre. Ces nouvelles privations ne pouvaient être évitées qu'à UNE SEULE condition : que la classe ouvrière s'attaque à l'organisation capitaliste de la production, du commerce international et de la répartition.

La C.G.T. qui groupe plus de six millions de travailleurs en France et qui, officiellement du moins, ne participe pas au gouvernement, la C.G.T. aurait dû faire son devoir en cette circonstance et s'opposer de toutes ses forces à la diminution de la ration de pain.

Lutter pour le socialisme

Il y a du blé dans le monde, il y a, en France même, des stocks dissimulés par les spéculateurs et des stocks que les paysans gardent par méfiance contre l'Etat bourgeois.

Notre parti n'indique pas seulement des solutions immédiates, il indique aux travailleurs que ces solutions s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la révolution socialiste. Il ne fait en cela que reprendre l'enseignement de cent années de luttes ouvrières acharnées. Chaque fois que les masses se sont attaquées aux privilèges des exploiteurs, elles ont vu que tous leurs problèmes quotidiens trouvaient leurs solutions. Chaque fois qu'elles ont laissé des chefs agir en leur nom et prêcher les solutions pacifiques, elles ont vu la misère, les privations et l'oppression grandir.

VENDREDI 9 MAI

20 HEURES — SALLE LANCRY

10, rue de Lancry (Métros : République et Strasbourg-St Denis)

GRAND MEETING

organisé par les sections françaises et espagnoles de la IVe Internationale sous la présidence d'**Yvan CRAIPEAU**

— Secrétaire général du P. C. I. —

Pour la solidarité active avec les travailleurs espagnols

Pour l'alliance ouvrière espagnole base de la lutte contre Franco.

EN VENTE :

la Jeune Garde

Organe de la Jeunesse Communiste Internationaliste avec les Résolutions du premier Congrès de la J.C.I.

ABONNEZ-VOUS : 19, rue Daguerre, Paris (14e)

Lucha de Clases

organe du Groupe Communiste Internationaliste (section espagnole de la IVe Internationale)

2 pages grand format

Aux permanences du P.C.I.,

A Paris, dans les biosques de la place de la République et des boulevards.

Visite à une permanence du R.P.F.

Chut ! le Général travaille...

Voulant renseigner les lecteurs de *La Vérité* sur le programme exact du R.P.F., j'ai cru que le meilleur moyen serait d'aller dans une de ses permanences discuter avec un de ceux qui sont chargés de recevoir les ouailles du grand Charles. Mais, il me semblait difficile de me présenter au titre de rédacteur de *La Vérité* ; aussi ai-je utilisé un subterfuge qui, je l'espère, me sera pardonné par les lecteurs de notre journal.

Mardi 29 avril, au matin, j'entre dans la permanence du R.P.F. du 15e arrondissement qui est un petit café s'intitulant « Aux gens de la lune », enseigne suivie de la banderolle du R.P.F. Plutôt curieux comme effet ! J'entre dans le café ; le patron, qui donne l'impression d'être un ancien boxeur dont le troquet symbolise les laborieuses années de ring, déclare d'un air indigné à deux malabars accoudés au zinc : « C'est formidable, ils viennent s'inscrire ici, mais ils ne veulent pas que leurs noms traînent sur un registre. On est décidé ou on ne l'est pas. » En me voyant arriver, le patron me regarde d'un air interrogatif. Je me demande si cela veut dire : « Un martini ou une adhésion au R.P.F. ? » Je commence par demander un Byrrh, et décide de passer aux « choses sérieuses ». Voilà : « je sympathise énormément avec le R.P.F. Nous subissons, en France, une crise d'autorité, il n'y a que le général qui puisse nous en sortir. » Je sens que je mets notre boxeur à l'aise. « Mais, avant d'adhérer, je désirerais connaître exactement le programme du R.P.F. et ses activités concrètes. »

Ma dernière question a l'air d'embarrasser le « recruteur patenté » :

— Le programme est encore en élaboration. Les permanences s'ouvrent seulement : les bases du R.P.F. seront jetées d'ici quelques semaines, me dit-il d'un air sentencieux qui sous-entend : « Palewsky fait fonctionner ses cellules grises, attendez, tout vient à point. » Puis, d'un geste noble, il me désigne le portrait du général qui trône, entouré de bouteilles d'apéritifs, et, avec assurance : « Vous faites confiance au général ? » Je l'arrête de la main : « Si vous me prenez par là... » A ce moment, une petite vieille entre dans le bistrot et demande à s'inscrire au Rassemblement. Le patron quitte son zinc et va au registre grand ouvert sur une table et, avec

sa plume des dimanches, inscrit la fervente du général. « Merci, madame, on vous convoquera. »

Je remercie le patron pour ses amples explications.

« Au fond le programme, c'est la confiance dans le général. » Il hoche la tête : « Vous l'avez dit jeune homme ! »

Le R.P.F. attend son programme. Patientez, bonnes gens, le général y travaille.

M. PERRIN.

Staline a semé, Truman récolte

Les travailleurs paieront

La conférence de Moscou est terminée. Alors qu'elle venait à peine de commencer, le 21 mars, nous écrivions ici même : « A l'ouverture de la conférence, l'U.R.S.S. se trouve devant un fait accompli : le bloc occidental avec une base économique solide et un état-major bien stylé. » Aujourd'hui, après la clôture, ce fait est enregistré avec satisfaction par la presse bourgeoise du monde entier, avec amertume par la presse stalinienne. Une fois de plus, les faits ont donc donné raison à la politique de notre parti, à la politique de la IV[e] Internationale, et ils ont donné tort à la politique des dirigeants staliniens de l'U. R.S.S., reprise par leurs suiveurs des autres pays.

En effet, comment la diplomatie stalinienne comptait-elle atteindre ses buts à la conférence de Moscou ? Essentiellement en s'appuyant sur la bourgeoisie française, grâce à la présence dans le gouvernement Ramadier de « communistes » qui soutenaient les revendications impérialistes de cette bourgeoisie sur l'Allemagne, et qui freinaient les revendications ouvrières.

Et quels buts la diplomatie stalinienne s'était-elle fixés ? D'une part, faire reconnaître officiellement par les trois autres « grands » les nouvelles frontières de son satellite polonais ; d'autre part, étendre son influence politique en Allemagne en y créant un pouvoir central ; enfin, et surtout, participer au contrôle économique de la région-clé de la Ruhr.

Or, aucun de ces buts n'a été atteint. Marshall remet en question les frontières germano-polonaises, l'Allemagne reste divisée en deux, la Ruhr demeure un butin jalousement anglo-saxon. Surtout, l'accord sur le charbon a soudé l'unanimité des « grands » capitalistes contre l'U.R.S.S. Ainsi, sur le plan même où elle prétendait se placer, la conception stalinienne de la défense de l'U.R.S.S. a, une fois de plus, fait faillite.

C'est que, pour défendre l'U.R.S.S. véritablement, il faut se placer sur un autre plan, employer d'autres moyens et s'assigner d'autres buts que la bureaucratie soviétique dirigeante.

Pour défendre l'U. R. S. S. véritablement, ce ne sont pas des pas sur les dirigeants capitalistes d'un pays contre ceux des autres pays, car on voit alors bientôt, comme à Mosoou, tous les dirigeants capitalistes se coaliser contre l'U.R.S.S. ; il faut, au contraire, s'appuyer sur l'action des travailleurs de tous les pays contre la coalition capitaliste.

Pour défendre l'U.R.S.S véritablement, ce ne sont pas des poteaux-frontières qu'il faut déplacer arbitrairement, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; ce ne sont pas d'exorbitantes réparations qu'il faut faire payer aux peuples vaincus, car on voit alors bientôt ces peuples se tourner, par désespoir, vers de nouveaux Hitler, vers des champions de la croisade antisoviétique, comme le prouve aujourd'hui l'activité d'Anders et de ses fascistes polonais, ou la démagogie nationaliste de Schumacher en Allemagne ; il faut, au contraire, appeler ces peuples à lutter pour une paix véritable, sans annexions ni réparations,

« Lénine n'a jamais considéré la République des Soviets comme un but en soi. Il l'a toujours considérée comme un chainon indispensable pour renforcer le mouvement révolutionnaire dans les pays d'Occident et d'Orient, comme un chainon indispensable pour faciliter la victoire des travailleurs du monde entier sur le capital. » Ainsi s'exprimait Staline en 1924. Ainsi s'exprime, aujourd'hui encore, la IV[e] Internationale.

Il serait vain de rappeler ses promesses à Staline. Il serait vain de rappeler leur passé révolutionnaire aux partis staliniens. Car Staline et les partis staliniens défendent aujourd'hui contre la bourgeoisie leurs intérêts propres, ceux de la bureaucratie soviétique, et non plus les intérêts véritables de l'U.R.S.S. et des travailleurs de tous les pays.

Mais ce que sème ainsi Staline, ce n'est même pas lui, mais Truman, mais la bourgeoisie mondiale qui le récolte. Et les travailleurs qui paient, aujourd'hui *en Grèce, en Allemagne, en Indochine*, demain partout.

On ne peut à la fois défendre l'U.R.S.S. et combattre les grévistes de chez Renault. Pour notre parti, pour la IV[e] Internationale, pour tous les ouvriers d'avant-garde, la défense de l'U.R.S.S. se confond avec l'action des travailleurs, dès aujourd'hui, contre ceux qui les exploitent.

André REVEL.

NON ! L'U. R. S. S. N'EST PAS DEFENDUE

par la politique stalinienne de marchandages à reculons

Les champions capitalistes de la croisade antisoviétique : ceux que les plans de guerre de Truman remplissent de joie, ont trouvé une nouvelle version de la fable de l'homme-au-couteau-entre-les-dents. Ils agitent le spectre de la « puissance monstrueuse » de l'U.R.S.S., de « l'impérialisme soviétique » qui mettent en danger la paix à laquelle eux, innocents capitalistes, sont, comme chacun sait, si attachés.

Cet argument de la puissance soviétique est aussi celui des staliniens. La meilleure preuve que la politique de Staline était juste (et que celle des trotskistes était fausse), disent ceux-ci: c'est que l'U.R.S.S. est sortie de la guerre « invincible », que sa force et ses succès se manifestent tous les jours.

L'accord des trois grands

La réalité est bien différente. S'il est vrai que l'économie soviétique s'est montrée bien supérieure à celle des pays capitalistes sur les champs de bataille et sur les chantiers de reconstruction, par contre, la politique des dirigeants staliniens de l'U. R. S. S. s'est soldée, spécialement depuis la fin de l'année dernière, par une série de difficultés intérieures et de capitulations devant les grandes puissances capitalistes.

A l'intérieur, les concessions faites pendant la guerre par les dirigeants staliniens aux éléments les plus réactionnaires du pays : officiers supérieurs en faveur desquels on avait partiellement rétabli le droit d'héritage, directeurs d'usines, sur le marché noir desquels on fermait les yeux, gros paysans qu'on avait laissé s'emparer de terres collectivisées, toutes ces concessions se sont tournées contre le régime lui-même, provoquant de grosses difficultés dans la reconstruction ainsi qu'en témoignent les chiffres publiés par le gouvernement soviétique.

A ces difficultés économiques a correspondu une crise politique, masquée par le gouvernement soviétique, mais révélée par plusieurs indices. C'est ainsi que lors des dernières élections, le bloc des communistes et des sans-parti comprenait deux fois plus de sans-parti qu'aux élections précédentes, ce qui montre un certain éloignement du parti stalinien de la part des masses. D'autre part Jdanov qui, il y a six mois, préconisait un raidissement politique à l'intérieur du pays dans un discours retentissant, vient d'être limogé avec plusieurs autres dirigeants.

Concessions et compromis

Mais c'est surtout dans le domaine de la politique extérieure que les dirigeants staliniens de l'U. R. S. S. se sont montrés incapables d'opposer une riposte sérieuse à l'offensive capitaliste guidée par le gouvernement américain. En Iran, l'U. R. S. S. a laissé écraser le soulèvement populaire d'Azerbaïdjan, qu'elle avait pourtant suscité elle-même, par l'armée du gouvernement réactionnaire équipée et soutenue par les Etats-Unis. Cette capitulation a entraîné la mainmise américaine sur les pétroles iraniens et la construction d'aérodromes américains à 200 kilomètres de Bakou. Les revendications soviétiques sur le détroit des Dardanelles ont, elle aussi, été abandonnées après que les navires de guerre américains furent venus y faire une démonstration de force. En Autriche, les pourparlers que le gouvernement avait engagés avec l'U. R. S. S. au sujet des pétroles de Zisterdorf ont été rompus sous la menace du gouvernement américain. En Chine, les forces communistes se font écraser sans recevoir de l'U. R. S. S. le moindre appui, même diplomatique.

Même dans la zone d'influence de l'U. R. S. S., c'est-à-dire en Europe orientale et dans les Balkans qu'occupe encore, partiellement, l'Armée Rouge, le capitalisme mondial a marqué des points. La cession de champs pétrolifères roumains à des trusts anglo-saxons, l'entrée des sociétés russo-roumaines dans le jeu du marché capitaliste grâce à la liberté des prix du pétrole, l'internationalisation du Danube, le survol des Balkans par l'aviation commerciale des puissances capitalistes, Trieste séparé de la Yougoslavie, l'endettement de la Pologne, de la Tchécoslovaquie envers les Etats-Unis, tout cela montre la fragilité des positions politiques de l'U. R. S. S., même là où elle compte des gouvernements amis et jusque dans les contrées qu'elle occupe.

La vraie défense de l'U.R.S.S.

Mais la leçon qu'il faut surtout tirer des capitulations staliniennes, c'est qu'il est impossible de défendre l'U. R. S. S. par le moyen des marchandages diplomatiques, des conquêtes stratégiques et de l'infiltration économique. Ce n'est qu'en s'appuyant sur l'action de la classe ouvrière dans le monde entier que l'U. R. S. S. peut faire face victorieusement à l'offensive de grand style qui la menace. Mais cette politique révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne ne peut pas et ne veut pas la mener, car elle craint la révolution prolétarienne autant qu'elle craint la bourgeoisie. Tout ce dont les dirigeants staliniens se sont montrés capables, c'est de ressortir la vieille théorie antimarxiste selon laquelle le socialisme est possible « pacifiquement » et sans dictature du prolétariat, et de mettre cette théorie en pratique dans les Balkans et en Pologne, en se partageant le pouvoir avec des partis bourgeois qui n'attendaient que le signal de Truman pour se tourner ouvertement contre l'U. R. S. S. Aujourd'hui la Conférence de Moscou ayant mis à jour l'ampleur de l'offensive antisoviétique, les dirigeants de l'U. R. S. S. viennent de se raidir. Mais ils ne regagneront pas les positions perdues depuis un an, et surtout ils ne regagneront pas la confiance et le soutien des populations qu'ils ont déplacées, des peuples qu'ils ont accablés de réparations, des travailleurs dont ils ont trahi les luttes. L'offensive Truman, si elle réussissait, serait le prix payé par l'U. R. S. S. pour la politique de ses dirigeants. Mais elle ne peut réussir qu'en brisant la lutte ouvrière aux colonies, en Grèce et aux Etats-Unis même. Or, cette lutte, la IV[e] Internationale, dans certains pays la dirige et dans le monde entier la soutient.

N. RAPP.

La construction de la paix

Les nouveaux chauvins

" C'EST LA FAUTE AUX AMÉRICAINS "

explique « *l'Humanité* » qui ne songe pas un instant aux ouvriers des U.S.A.

« Paris-presse *ment*... Paris-presse *ment*... Paris-presse *est américain*. » C'est le titre d'un article dans *l'Humanité, du 28 avril.*

C'est aussi une imitation du slogan de Radio-Londres : « *Radio-Paris ment... Radio-Paris est allemand* ».

Que *Paris-presse* mente, cela est certain, mais *l'Humanité* nous en donne une raison... « Paris-presse *est américain.* »

Dans le même article, on trouve cette phrase : « *Les Américains qui nous affament* ».

Le bout de l'oreille perce, et demain nous risquons d'entendre une autre imitation d'un slogan : « *Que chacun descende son Américain et la France sera sauvée* ».

Toute la politique chauvine du stalinisme tient en ces mots. Elle n'a plus rien de commun avec une politique ouvrière internationaliste.

Hier la célèbre formule : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* » avait une exception... « *Les Boches* »... Aujourd'hui une autre exception s'ajoute... « *Les Américains.* »

Chauvinisme

Les chefs staliniens ne peuvent plus dénoncer le régime capitaliste cause de la misère, puisqu'ils s'associent à la même table que les bourgeois, aussi ils propagent la haine entre les prolétaires.

Si tout va mal en France, si le peuple travailleur a faim, ça n'est pas la faute de Schneider, ça n'est pas la faute de ceux qui votent les crédits militaires, c'est la faute des AMERICAINS.

Mais lesquels? Quelle classe? Est-ce la faute des mineurs qui ont engagé de magnifiques luttes contre le capital? Est-ce la faute des prolos? « *J'veux pas l'savoir* », disent les chefs staliniens. C'est la faute des « *Américains* ».

« A bas l'Américain ! »

Et voilà comment on introduit un nouveau chauvinisme parmi les travailleurs. Car le chauvinisme est destiné aux opprimés uniquement. On veut leur faire crier : « *A bas l'Américain* », pendant que les bureaucrates de Moscou trinquent avec nos vrais ennemis, les galonnés et les diplomates des U.S.A.

« *A bas le Boche, il doit payer, il doit crever* », mais qui paye, qui crève? Le mineur de la Ruhr... Pas le maréchal nazi Von Paulus qui déjeunait au Kremlin.

« *A bas l'Américain* »... sauf le bourgeois Wallace qui flirte avec Staline.

Le combat des ouvriers yankees

Ce reniement de l'internationalisme n'est pas seulement répugnant, il a des conséquences graves.

Il faut comprendre que l'un des plus grands obstacles qui se dressent devant les appétits impérialistes des bourgeois yankees, c'est la combativité des ouvriers américains eux-mêmes. Ils l'ont prouvé par leurs grèves gigantesques. C'est cela qui paralyse les requins des U.S.A.

Enlevez cet obstacle, enlevez la lutte des peuples coloniaux et du prolétariat mondial... et demain, ce serait la plus monstrueuse des guerres qui ferait reculer le socialisme aux calendes grecques.

Le jeu de Truman

Or, en excitant le chauvinisme contre « l'Américain », les chefs staliniens font le jeu de Truman. Quand le métallo de la « *Général-Motors* » dit : « *Je lutte pour mes droits d'ouvrier* », Truman essaie de noyer sa conscience de classe en lui répondant : « *Il faut faire des sacrifices et te sentir « Américain » avant tout* »... et Truman trouve des arguments dans la presse stalinienne, qui fait ainsi son jeu, tout comme elle fit le jeu des trusts allemands en mettant dans le même sac, les dockers de Hambourg et les SS.

Il faut voir clairement la situation. Les bourgeois américains ne peuvent pas encore se lancer dans la guerre, et c'est pourquoi, tout en préparant le gant de fer de Truman, ils tendent le gant de velours de Wallace.

Comme les capitalistes français qui préparent leur outil « De Gaulle » tout en montrant aux travailleurs le visage « démocratique de Bidault ».

Internationalisme

Or le chauvinisme stalinien dans le monde prépare le terrain à la guerre, tout comme la politique des « *ministres démocrates pourris* » prépare le terrain au fascisme en France.

Chaque militant communiste doit réfléchir sérieusement sur ces graves problèmes.

Par la lutte de classes en France, nous luttons pour la Révolution socialiste seul moyen d'empêcher une troisième guerre mondiale.

Dans ce combat, nos alliés ne sont pas les bourgeois hypocrites, Wallace et Cie, mais les prolétaires de New-York, de Moscou, de Londres, de la Ruhr, de partout.

Et c'est parce que nous menons ce combat international, que pour nous, trotskystes, l'appel de Marx et de Lénine, n'est pas une formule vague, mais un mot d'ordre plus vivant que jamais.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS.

A. CALVES.

LE TERRORISME IMPÉRIALISTE continue EN INDOCHINE...

La « clémence », si l'on peut s'exprimer ainsi, de Bollaert aura été de courte durée. La liberté de la presse est à nouveau supprimée en Cochinchine. Le prétexte officiel est l'assassinat de deux ministres collaborateurs du gouvernement Le Van Heach. Nos colonialistes en ont aussitôt profité pour dénoncer la « mauvaise foi » des Vietnamiens, et vanter la politique de reconquête. Mais, en même temps, la grande presse faisait un silence quasi total sur une démarche du gouvernement chinois auprès des autorités françaises de Cochinchine. Démarche qui éclaire la situation sous un jour complètement différent. Le gouvernement chinois proteste au sujet de « l'incident de Vienh-Liem, près de Saïgon, dans lequel des Chinois auraient été tués au cours d'un bombardement effectué par l'aviation française ».

Hypocrisie du gouvernement français

Cette information autour d'un incident dévoile toute la duplicité de la politique du gouvernement quadripartite français. On change le haut commissaire, on remplace le moine sanglant par « un civil », mais la même guerre colonialiste et les atrocités ne cessent pas.

A Tourane et au cap Saint-Jacques, les travailleurs vietnamiens rapatriés sont purement et simplement parqués dans des camps et obligés de travailler comme des prisonniers. Comment s'étonner que les Vietnamiens se défendent avec acharnement contre un semblable régime fasciste et exécutent les traîtres et les collaborateurs. Le terrorisme a, de tous temps, été le fruit de l'oppression. Il n'incombe pas à la soi-disant « mauvaise foi » des Vietnamiens, mais au régime colonialiste lui-même.

Plus que jamais, l'avant-garde prolétarienne doit dénoncer cette guerre contre un peuple opprimé, dénoncer aussi tous ceux qui s'en font les complices, ministres socialistes et communistes qui votent les crédits militaires. Car, pour financer cette guerre, le gouvernement français (M.R.P., radicaux, gaullistes, S.F.I.O. et communistes) a refusé 48 milliards aux fonctionnaires et bloqué les salaires.

Solidarité avec le Viet-Nam

Aujourd'hui où les métallurgistes de la région parisienne entrent en lutte à la suite de l'usine Renault, ils comprendront que leur ennemi est le même que celui des travailleurs vietnamiens.

Leur solidarité doit être totale. La revendication pour les 10 francs d'augmentation par heure, pour le minimum vital est liée au retrait des troupes d'Indochine. L'argent qui sert à massacrer les Vietnamiens doit revenir aux ouvriers français. Pour l'avoir toujours affirmé, pour avoir lutté pour le minimum vital et l'échelle mobile des salaires, pour avoir combattu la guerre du caoutchouc au Viet-Nam, le P.C.I. est aujourd'hui poursuivi. Les travailleurs français doivent prendre conscience de la gravité de ces mesures. Si aujourd'hui nous laissons interner les Vietnamiens dans les camps de concentration que prépare Ramadier dans la Sarthe, si les dirigeants du P.C.I. sont inculpés, il n'y a pas de raison que le gouvernement n'arrête demain les meilleurs militants syndicalistes et prépare ainsi l'avènement d'un nouveau fascisme.

Plus que jamais, la paix immédiate en Indochine et le retrait des troupes sont vitaux pour le prolétariat français.

J.-R. CHAUVIN.

...ET A MADAGASCAR

Censure totale à Madagascar.

Derrière ce rideau de fer : que se passe-t-il ?

On ne nous démentira pas si nous disons que la révolte n'a pas fait cent victimes parmi les Européens, tandis que PLUSIEURS MILLIERS de Malgaches ont été tués.

Depuis des mois des milliers de Malgaches sont en prison pour raisons politiques et syndicales. Ici non plus, on ne nous démentira pas. La répression sanglante n'a fait que succéder à la répression sourde et hypocrite. Est-ce que le gouverneur de Coppet et son administration n'attendaient pas le « complot » qui a permis de passer à la répression ouverte ?

Est-ce qu'il n'y aurait pas aidé en provoquant les troubles ? Quel a été le rôle exact du député Rabemananjara, qui fut bien en cour à Vichy ?

Nous posons ces questions parce que nous savons qu'aucun élément politiquement conscient du peuple malgache n'a pu prendre l'initiative des événements actuels. Et aussi parce que le journal de l'Etat-Major L'Epoque fait l'éloge de l'excellent travail de la Sûreté à Madagascar.

Est-il vrai que Jérôme Ravelomanantsoa (beau-frère du conseiller de la République Jules Ranaivo) et sa femme ont été assassinés après avoir été arrêtés en octobre ? Si cela est vrai, nous tenons la preuve que l'Administration, qui se sert d'éléments tarés, recourt à la suppression terroriste de l'avant-garde.

Encore une question : Quelles nouvelles a-t-on du délégué de la C.G.T., Lombardo, arrivé il y a trois mois dans la grande île ?

Répondez. Répondez, M. Thorez, vous qui prétendez ne pas vouloir rester complice des crimes colonialistes et qui êtes vice-président du gouvernement !

DU MONDE ENTIER

CHINE

● Les troupes réactionnaires de Tchang Kai Chek prennent une nouvelle place forte communiste.

ÉGYPTE

● La Commission des Finances du Parlement égyptien avoue, au cours d'une enquête, que 80 % de la population est illettrée, que 30 % des étudiants sont inaptes au service militaire pour raison de santé et que le revenu annuel moyen par habitant n'est que de 6.000 francs.

GRÈCE

● En Thessalie, les partisans tuent trente et un gendarmes et en blessent quatre-vingts.

● Des partisans sont exécutés par leurs chefs staliniens.

INDONÉSIE

● Les troupes, du gouvernement autonomiste qui négocia à plusieurs reprises avec la Hollande, attaquent pour les désarmer les forces populaires révolutionnaires et les jeunesses socialistes dissidentes, partisans de l'indépendance totale.

ITALIE

● La C.G.T. italienne négocie avec les patrons une « trêve des salaires ». Le patronat exige la fin des grèves et le droit de licencier les ouvriers. La C.G.T. demande la création de cantines dans les usines et la baisse des prix.

JAPON

● Les dirigeants chrétiens japonais remercient le général Mac Arthur pour l'occupation américaine qui « a sauvé le Japon du danger ».

● Résultat des élections. — Socialistes : 136 sièges ; conservateurs : respectivement 128 et 113 sièges ; communistes : 4 sièges.

U.R.R.S.

● Dans les républiques soviétiques baltes, 2.000.000 d'hectares de terres des gros propriétaires fonciers ont été partagés entre 200.000 communautés paysannes.

● Le parti communiste d'U.R.S.S., pour la première fois depuis de longues années, s'adresse « aux travailleurs de tous les pays » à l'occasion du 1[er] mai. Il demande aussi le renforcement de la défense nationale soviétique.

VATICAN

● Le pape confie la direction de l'ordre des Carmes et de l'ordre des Ermites à des religieux espagnols fascistes et américains.

100.000 TRAVAILLEURS de MADRAS (Inde) en grève pour faire relâcher un dirigeant trotskyste

Télégramme de Colombo (Ceylan) reçu à Londres le 20 avril : proteste vigoureusement contre l'arrestation de Colin, de Silva, plusieurs syndicalistes arrêtés le 16 avril et emprisonnés par le gouvernement de Madras. Stop. Informez toutes les sections. Stop. Télégraphiez protestations Jawaharlal Nehru New Delhi et président du Congrès Madras. Stop. Détails de la grève envoyés par avion. »

Signé : Bernard SAYSA.

Le télégramme suivant a été envoyé par le Parti Communiste Révolutionnaire (Section anglaise de la IV[e] Internationale) à Nehru, vice-président du gouvernement des Indes, New Delhi :

« Le Parti Communiste Révolutionnaire de Grande-Bretagne proteste vigoureusement contre l'arrestation de Colin de Silva, Antonipillai, Muttiah et des syndicalistes par le gouvernement du Congrès de Madras. Stop. Cette atteinte aux droits démocratiques et organisations de la classe ouvrière est en contradiction flagrante avec les buts démocratiques déclarés par le Congrès et ses prétentions de représenter les masses de l'Inde. Stop. De telles actions discréditent la lutte pour l'indépendance des Indes. Stop. Demandons libération immédiate de tous les prisonniers. »

Jock HASTON,
Secrétaire Général du P.C.R.

Le gouvernement du congrès vient d'arrêter notre camarade Antonypillai, membre du comité central du B.L.P.I. (section hindoue de la IV[e] Internationale) et président de la centrale syndicale de Madras.

Cent mille travailleurs de Madras ont déclenché une grève de protestation contre cette mesure arbitraire.

Le prétexte du gouvernement pour procéder à l'arrestation de notre camarade est d'avoir « fomenté une grève illégale, défié l'autorité du gouvernement et s'être opposé à la loi demandant la reprise immédiate du travail par les grévistes ». En effet, depuis le 11 mars, 14.000 travailleurs de l'industrie textile sont en grève.

Pour donner des gages aux propriétaires européens des filatures, le gouvernement du congrès frappe un dirigeant ouvrier, trempé dans les luttes revendicatives depuis de nombreuses années.

Le 31 mars, jour de la grève de protestation, d'énormes forces de police stationnaient dans les rues de Madras.

Le comité provincial de la C. G. T. hindoue a fait savoir au gouvernement que si le camarade Antonypillai n'était pas relâché, une grève générale de protestation serait organisée dans toute la province de Madras.

Du ghetto de Varsovie...

...à la terreur en Palestine.

Deux scènes qui illustrent le sort tragique des Juifs. Hier, massacrés par les nazis. Aujourd'hui, en Palestine, l'impérialisme anglais reprend les méthodes hitlériennes.

Droit d'asile pour les 500.000 *juifs « déplacés » d'Allemagne*

Parmi les problèmes issus de la 2[e] guerre mondiale, un des plus angoissants est la présence en Allemagne de 500.000 Juifs qui vivent sur les emplacements des camps de concentration où ils ont été martyrisés par les hitlériens. Ces Juifs ne peuvent rentrer en Pologne où les survivants des fours crématoires sont massacrés par des bandes réactionnaires.

Les dirigeants des grands pays « démocratiques » s'apitoyent hypocritement sur le sort de ces victimes du nazisme, se présentent souvent comme des amis du sionisme, mais leur refusent l'entrée des U.S.A., de l'Angleterre et de la France.

Notre camarade Parisot parle à un meeting en l'honneur de Dov Gruner

Le droit d'asile ne doit pas être un vain mot. Le prolétariat des pays « démocratiques » doit engager une action vigoureuse pour que le droit d'immigration en France, aux U.S.A. et en Angleterre soit accordé aux Juifs « déplacés » d'Allemagne.

C'est ce que notre camarade Parisot, secrétaire politique du P.C.I. a réclamé au meeting de protestation contre le meurtre de Dov Gruner qui s'est tenu le samedi 26 avril, à la salle des Ingénieurs civils. Il a en outre, sous les applaudissements de la salle, dénoncé le crime de l'impérialisme anglais commis envers les quatre partisans juifs, crime qu'il faut relier à ceux que tous les impérialismes perpètrent contre les peuples luttant pour leur émancipation.

Aux U. S. A. les téléphonistes tiennent bon

La grève des téléphones se poursuit. Les 300.000 grévistes des téléphones continuent leur mouvement. A New-York, New-Jersey. Los Angeles, les succursales du trust des téléphones sont gardées par des piquets qui interdisent l'entrée aux jaunes envoyés par le gouvernement. Toutes les tentatives d'arbitrage ont échoué. Les grévistes maintiennent fermement l'augmentation hebdomadaire de 12 dollars.

Dans le New-Jersey

La combattivité des piquets de grève et la menace d'une grève générale de solidarité avec les téléphonistes dans l'ensemble de l'Etat ont empêché l'utilisation de la loi antigrève qui vient d'être promulgués par le gouvernement de New-Jersey.

Le journal des trotskistes américains « Militant » soutient activement les grévistes et accorde un large écho à leur mouvement.

SOCIALISME ET RELIGION

(II)

Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre parti est l'union de militants conscients d'avant-garde, luttant pour l'affranchissement de la classe ouvrière. Une telle union ne peut et ne doit se comporter avec indifférence envers l'inconscience, l'obscurantisme et les ténèbres prenant forme de croyances religieuses.

Nous exigeons la séparation complète entre l'Eglise et l'Etat pour combattre le brouillard religieux d'une façon purement et exclusivement spirituelle — par notre presse, par nos paroles. Nous avons fondé notre ligue, le parti social-démocrate russe entre autres, précisément pour lutter contre toute mystification religieuse des ouvriers. Pour nous, une lutte d'idées n'est pas une affaire privée, mais une question du parti et du prolétariat.

S'il en est ainsi, pourquoi ne nous déclarons-nous pas athées dans notre programme ? Pourquoi ne défendons-nous pas aux chrétiens et aux croyants d'adhérer à notre parti ?

La réponse à ces questions doit faire comprendre la différence très importante entre la manière démocratique bourgeoise et la manière social-démocrate (1) de poser la question de la religion.

Tout notre programme est basé sur une conception scientifique, et, en outre, matérialiste. C'est pourquoi l'exposé de notre programme comprend nécessairement l'explication des vraies racines historiques et économiques du mirage religieux. Notre propagande implique nécessairement la propagande de l'athéisme ; la publication d'une littérature scientifique appropriée, sévèrement interdite et poursuivie jusqu'à ce jour par le pouvoir autocratique et féodal, doit devenir dorénavant un des domaines de notre travail politique. Il nous faudra maintenant, très probablement, suivre le conseil donné jadis par Engels aux socialistes allemands : traduire et largement propager la littérature éducatrice et athéiste française du XVIII[e] siècle.

Mais, dans aucun cas, nous ne devons dévier en posant la question religieuse d'une façon abstraite, idéaliste, « raisonnable », en dehors de la lutte de classe, manière qu'emploient souvent les démocrates radicaux de la bourgeoisie. Il serait insensé de croire que, dans une société basée sur l'exploitation et l'avilissement des masses ouvrières,

Nous terminons dans ce numéro de « La Vérité » l'article de N. Lénine, écrit le 3 décembre 1905. Compte tenu de l'époque à laquelle il a été écrit, cet article constitue une mise au point importante sur le problème religieux. Il sera suivi d'un exposé d'actualité sur notre position en matière de religion.

un moyen de pure propagande suffirait à dissiper les préjugés religieux. Il faut être borné comme un bourgeois pour oublier que le joug de la religion sur l'humanité n'est que le produit et le reflet du joug économique existant dans la société. Aucune littérature, aucun sermon n'éclaireront le prolétariat, s'il n'est éclairé par sa propre lutte contre la puissance mystérieuse du capitalisme. L'unité dans cette véritable lutte révolutionnaire, menée par la classe opprimée pour la création du paradis sur terre, est pour nous beaucoup plus importante que l'unité dans les conceptions des prolétaires à propos du paradis aux cieux.

Voilà pourquoi nous ne déclarons pas et ne devons pas déclarer notre athéisme dans notre programme ; voilà pourquoi nous ne défendons pas aux prolétaires ayant conservé tels ou tels restes d'anciens préjugés de se rapprocher de notre parti. Nous ne cesserons jamais de propager des doctrines scientifiques, de lutter avec l'inconséquence des diverses sortes de « chrétiens », — mais il ne s'ensuit pas de tout cela que nous devions accorder à la question religieuse la première place, qui ne lui revient pas, que nous devions admettre le morcellement des forces nécessaires à une lutte véritablement révolutionnaire, économique et politique, pour des opinions de troisième ordre, des absurdités, voués à perdre bientôt toute importance politique et à être rejetées comme déchet par le cours même du développement économique.

La bourgeoisie réactionnaire a eu partout soin, et commence à avoir soin actuellement chez nous, d'allumer des haines religieuses en vue de détourner l'attention des masses des questions économiques et politiques, d'importance primordiale, que le prolétariat de toute la Russie, pratiquement uni dans sa lutte révolutionnaire, est en train de résoudre. Cette politique réactionnaire de démembrement des forces prolétariennes, se manifestant pour l'instant essentiellement dans les pogromes organisés par les « bandes noires », peut trouver demain des formes plus perfectionnées. Pour ce qui nous concerne, nous lui opposerons une propagande tranquille, soutenue et patiente de solidarité prolétarienne et de conception scientifique, étrangère à toute provocation de discordes secondaires.

Le prolétariat révolutionnaire obtiendra un jour que la religion soit véritablement considérée comme affaire privée par l'Etat. Et c'est dans ce régime politique, débarrassé de toute moisissure moyen-âgeuse, que le prolétariat entamera une large lutte ouverte pour l'abolition de la servitude économique, seule source véritable de mystification religieuse de l'humanité.

3 décembre 1905.

N. LENINE.

(1) On dirait aujourd'hui communiste. — *N. D. L. R.*

ASSEZ DE DIRIGEANTS BRISEURS DE GRÈVE OU INCAPABLES

REELECTION des délégués et des responsables syndicaux

Les travailleurs de chez Renault viennent de faire l'expérience de ce que valent les bureaucrates syndicaux et des délégués paralysés par la politique de collaboration avec les exploiteurs. Il ne faut pas que cette expérience soit perdue.

Quand des ouvriers qui s'opposaient à la passivité de la direction syndicale commencèrent à se réunir, ils se heurtèrent à l'hostilité de leurs représentants en titre. Quand ils adoptèrent la revendication de 10 francs de l'heure d'augmentation, revendication qui s'est avérée infiniment plus juste que toutes les considérations compliquées des responsables, on vit ceux-ci annoncer qu'ils étaient en pourparlers avec la direction de l'usine pour une augmentation de 3 francs sur la prime de rendement. Premier recul.

Grève limitée

Quand la grève gagna les départements 6 et 18 sous le mot d'ordre des 10 francs de l'heure, les bureaucrates de l'Union des métaux, affolés d'avoir perdu le contrôle de leur base, adoptèrent l'idée d'une grève limitée pour appuyer leurs revendications de 3 francs sur la prime de rendement. Second recul, sous la pression de la base.

Prime à la production

Quand, enfin, la grève s'étendit à toute l'usine, et emporta comme un fétu de paille l'autorité de responsables syndicaux sans conscience, ceux-ci firent adopter par le Conseil central des métaux le chiffre de 10 francs de l'heure, en en faisant une prime à la production, et non un rajustement du salaire ; ce qui voulait dire qu'à la première occasion, cette prime pourrait être supprimée par la direction. Mais c'était un troisième recul, une troisième capitulation des bonzes devant les ouvriers. Tant il est vrai que les bonzes syndicaux ne sont pas de véritables représentants de la volonté des syndiqués mais des intermédiaires qui capitulent devant le plus fort.

Il faut réélire les délégués incapables

La première conclusion à tirer de cette expérience intéresse les travailleurs de chez Renault. Ce qu'il faut, maintenant que le mouvement a montré qu'il y avait des traitres, des capitulards, des suiveurs là où il aurait dû y avoir de véritables délégués, des organisateurs de la lutte ouvrière, des défenseurs des intérêts de leur classe, maintenant, il faut les renvoyer à la production, il faut les remplacer par ceux qui ont fait la preuve de leur résolution, de leur fidélité à la volonté de la base, de leurs capacités d'organisateurs. Faites circuler les lites de pétition pour exiger de nouvelles élections. **Réélection immédiate de tous les délégués ouvriers de l'usine. Réélection du Conseil syndical et de la Commission exécutive.**

Au travail, les oisifs... de la C.G.T.

L'expérience Renault a une valeur d'exemple pour toute la classe ouvrière. Ce n'est pas seulement chez Renault, pas seulement dans le syndicat des métaux qu'il y a des gens qui portent le titre de responsables, et se conduisent en briseurs de grève et en agents des patrons. A tous les échelons de la C.G.T. il y a des gens à renvoyer à l'établi, au chantier ou au bureau. Partout les syndiqués doivent prendre conscience de leur devoir de syndiqués et exiger des réélections, le remplacement des dirigeants syndicaux indignes de confiance. Au moment où se préparent les congrès de syndicat et d'unions, la C.G.T. devrait être en plein travail de discussion et d'élaboration. On devrait faire dans toutes les corporations et dans tous les départements le bilan de la politique suivie depuis un an. La minorité révolutionnaire qui se faisait entendre par la voix de notre ami Vallière au dernier congrès avait raison sur toute la ligne. Les syndiqués doivent faire leur la plateforme de la minorité révolutionnaire. ils doivent unifier les forces qui s'opposent aux bureaucrates.

La parole à la base

Ils ne manquent pas, les travailleurs de la base, qui ont fait la preuve, dans les luttes anciennes et récentes, de leur dévouement et de leurs capacités. Ce sont ceux-là qui doivent être élevés aux responsabilités. Entourés de la confiance vigilante de la base, ils constitueront de nouveaux états-majors de la lutte de classe. La venue de ces nouveaux éléments aux responsabilités syndicales fera passer un souffle d'air pur dans l'atmosphère confinée des syndicats, des unions locales, départementales, des fédérations.

La reconquête de la C.G.T. par les ouvriers révolutionnaires ne se fera pas sans doute en un jour. Mais il faut la commencer tout de suite, à travers la lutte, pour rendre à la grande centrale syndicale son rôle d'organisation de lutte contre l'exploitation capitaliste, et pour l'abolition du salariat.

M. G.

LES GROUPES SOCIALISTES D'ENTREPRISES POUR LA GREVE

On nous informe que les groupes socialistes d'entreprise des usines métallurgistes de la région parisienne se seraient prononcés pour la généralisation de la grève. Les cadres ont, paraît-il, voté en général contre, mais les ouvriers ont voté pour. Très bien. Seulement, les ouvriers socialistes se contenteront-ils d'un vote platonique? Chez Renault, les socialistes ne sont pas apparus dans la lutte. Ils se sont bornés à publier un tract pour la démocratie, mais qui ne prenait même pas position sur la grève. Les G.S.E. sont méprisés comme les appendices de la politique de Ramadier. Si les ouvriers socialistes ne veulent pas apparaitre comme les auxiliaires de leur gouvernement briseur de grèves, ils ne doivent pas se contenter de phrases, mais passer aux actes, constituer des comités de lutte et faire débrayer.

Une leçon chez Renault: LE ROLE DU PIQUET DE GREVE

Le piquet de grève est l'instrument indispensable contre les entreprises des traitres, des jaunes et des flics dans n'importe quel débrayage.

Son importance est capitale. Dans certains ateliers, chez Renault, ce fut une erreur grave que de ne pas l'avoir suffisamment organisé.

Il doit contrôler l'accès des ateliers, faire la police au sein de l'usine. Pour ce rôle, il doit être composé des éléments les plus sûrs, les plus combattifs et avoir des réserves à l'intérieur de l'usine.

Les nervis de Hénaff n'auraient pas liquidé certains piquets de grève si ceux-ci avaient reçu des consignes formelles, si des forces tenues en réserve étaient intervenues. Trois ou quatre cents staliniens ont battu sans combat, en se présentant successivement à chaque atelier, des forces qui, totalisées, étaient bien supérieures.

Il faut pour avoir des piquets résolus à lutter jusqu'au bout, réunir fréquemment les grévistes par atelier. Quand matin et soir, ils sont informés du déroulement de la lutte, des trahisons qui les guettent, ils savent où porter leur vigilance et deviennent plus combattifs. Le comité d'atelier doit compléter cette mesure par un pointage régulier des présences.

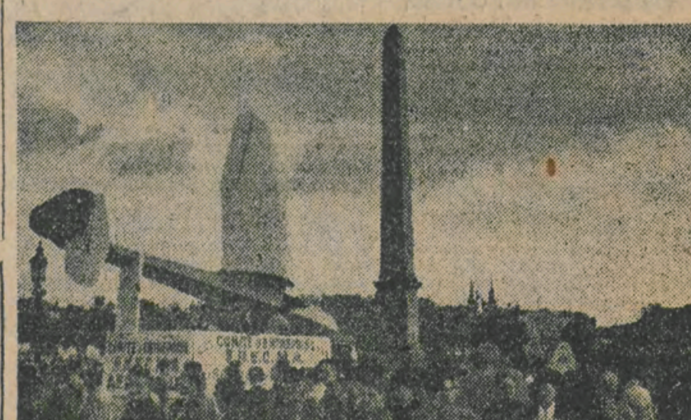
LE CONGRES NATIONAL DES F.T.P.

Le Congrès national des F.T.P. s'est achevé, le samedi 26 avril, dans la grande salle des fêtes d'Issy-les-Moulineaux. Pendant quatre jours, 650 délégués ont écouté avec beaucoup de bonne volonté les Tillon, Frachon, Billoux ainsi que les membres du Bureau national, espérant recevoir des indications, des directives propres à leur faire reprendre une lutte qu'ils ont interrompue avant la victoire, leur victoire et non celle des Kœnig et autres Leclerc. Au lieu de cela, ils ont entendu un orateur vitupérer avec violence contre un article de « Samedi-Soir » prétendant que lors de leur réunion, les membres du Bureau national des F.T.P. préparaient la révolution. « Horreur! Ignoble mensonge! Oser prétendre que les dirigeants bureaucrates, inféodés au parti « communiste » français, ceux-là même qui ont toléré et encouragé la dissolution et le désarmement des F.T.P. et des milices populaires puissent seulement envisager de préparer la révolution ! »

Et d'un grand coup de gueule, il repoussa une telle insulte.

Le discours de Billoux

Le troisième jour fut le plus intéressant. Billoux exposa sa conception de l'armée nationale. Il y fut question même de l'armée démocratique et de l'armement du peuple. Quand Billoux propose d'armer, dès le temps de paix, les travailleurs sur la base de l'usine, du chantier, du village, nous sommes d'accord. Quand Billoux propose pour tâche à cette armée populaire la défense nationale de la France capitaliste, nous ne sommes plus d'accord. D'ailleurs les représentants de la France capitaliste au parlement se chargeront bientôt de faire comprendre à Billoux qu'ils ne sauraient tolérer une armée populaire. Billoux et le parti communiste appelleront-ils alors les travailleurs à s'armer eux-mêmes à l'usine, au chantier, au village, ou remettront-ils sagement leur beau projet dans leurs dossiers? Cela est plus probable. Mais le P.C.I., en tout cas, ne cessera pas de montrer pratiquement la nécessité de l'armement du peuple.



Tracteurs, charrues, camionnettes, machines-outils, camions, avions, voitures stomatologiques, casseroles, tout y était dans ce défilé du 1er mai. On aurait vraiment dit la Foire de Paris. C'est vrai que les curés ont bien leur vierge de Boulogne !

En avant pour les 10 fr.

(Suite de la 1re page.)

te tentant d'opposer aux revendications des grévistes trois francs d'augmentation de la prime de rendement. De même les violences de leurs équipes de nervis pour briser la grève.

Aujourd'hui, ils reprennent à leur compte, après l'avoir dénoncé, le mot d'ordre des 10 francs lancé par le comité central de grève et le proposent à la métallurgie parisienne. Mais leur double jeu est flagrant. Pas un mot sur les 10 francs dans les discours du 1er mai. Il s'agit seulement de reprendre le mouvement en mains et de le torpiller pour empêcher les travailleurs de toutes les corporations et de tout le pays de se battre pour les 10 francs.

Car les travailleurs de chez Renault combattent pour toute la classe ouvrière. Ils montrent l'exemple. Et leur victoire serait la fin du blocage des salaires.

Grève générale de la métallurgie parisienne

Déjà dans la région parisienne plusieurs usines ont envoyé leurs délégués au comité national de grève de chez Renault, l'assurant de leur solidarité : Renault-Clichy, Citroën où plusieurs ateliers ont débrayé, Unic et la S. N. A. C. qui ont envoyé des collectes, d'autres usines encore qui menaçaient de suivre le mouvement.

Ce soir, vendredi, la C. G. T. convoque les responsables syndicaux de la métallurgie. Qu'aura-t-elle à leur apporter ? Des discours ? Des calomnies contre les ouvriers de Renault ? Si c'est cela, les métallos passeront outre, comme l'ont fait les ouvriers de chez Renault.

Si, poussés en avant par les usines, les dirigeants de la C. G. T. se décident enfin à passer à l'action, les travailleurs se féliciteront avec nous de cette première victoire des grévistes de chez Renault. Si la C. G. T. donne l'ordre de débrayer, les travailleurs débrayeront à l'heure fixée. Mais ils ne laisseront pas détourner le mouvement vers un objectif de diversion. Ils lutteront pour les 10 francs. Ils entreront en lutte non pour une nouvelle manifestation symbolique mais pour la victoire, et jusqu'à la victoire.

Elisez vos comités de grève

Nous leur conseillons de ne pas accepter que leur mouvement soit monopolisé par ceux qui, hier encore dénonçaient la grève — quand ils ne le font pas aujourd'hui encore — et assommaient les grévistes de chez Renault. Les travailleurs éliront leurs comités de grève, démocratiquement. Ils choisiront comme délégués les ouvriers les plus résolus sans se soucier s'ils sont Français ou étrangers ou s'ils appartiennent à tel parti.

Toute la classe ouvrière se dressera derrière ses comités de grève, soudant son unité d'action pour le triomphe de ses revendications.

Ouvriers, la bourgeoisie n'avance que parce que vous paradez au lieu d'agir. Dressez-vous ! Elle reculera en désordre avec son M. R. P. et son P. R. L., avec son Ramadier et son de Gaulle.

OU SONT les provocateurs ?

Tous les métallos de la région parisienne ont aujourd'hui les yeux tournés vers Renault. Que s'y passe-t-il au juste ? On parle de division et de provocation, mais où sont les provocateurs et les diviseurs ? Les grévistes de Renault, qui appellent tous les métallos à l'unité d'action pour les dix francs d'acompte sur le minimum vital, ou ceux qui calomnient, frappent les militants ouvriers et les empêchent de distribuer des tracts ?

Mercredi soir, quelques jeunes communistes internationalistes vendaient le numéro spécial de « La Vérité » soutenant la grève. Ouvriers et ménagères de Billancourt l'achetaient et le lisaient avec intérêt. Les nervis de Hénaff, briseurs de grève, attaquèrent nos camarades, dont une femme, les rouèrent de coups et déchirèrent les journaux.

C'est une conception de la démocratie qui ne déplairait pas aux SS, mais qui indigna les ouvriers présents. « Laissez-les vendre leur journal », déclaraient-ils. Les staliniens essayaient d'ameuter la foule : « Ils font le jeu de la réaction en divisant la C.G.T. »

Les grévistes leur fermèrent la bouche. On entendit dire : « Nous voulons une C.G.T. à nous et qui défende nos intérêts. » Les matraqueurs n'eurent pas le dessus.

Les matraqueurs du 1er mai

Le 1er mai, journée de fraternité prolétarienne, fut aussi marqué par de nombreux incidents, tout le long du cortège. Des Jeunes Socialistes furent frappés par le « service d'ordre » parce qu'ils distribuaient un tract où ils se solidarisaient avec les grévistes de Renault. Non seulement les hommes de main des bonzes syndicaux s'attaquaient aux militants du Parti communiste internationaliste ou de la Jeunesse socialiste qui soutenaient les revendications des métallos, mais on vit cette chose effarante : le tract du Comité de grève arraché des mains des ouvriers et brûlé sur le trottoir, place de la République, au métro Oberkampf, etc. Méthodes nazies !

Boulevard Poissonnière, des grévistes qui lançaient des tracts parmi les manifestants, furent assaillis avec une particulière violence. Des socialistes, des ajistes et nos camarades qui se trouvaient là firent spontanément front commun pour défendre les ouvriers attaqués. La bagarre fut violente, les staliniens entendant procéder à l'écrasement physique des distributeurs de tracts.

Certes, les ouvriers ne se font aucune illusion sur les difficultés du combat qui les opposent au gouvernement et au patronat, mais cette grève aura montré clairement le véritable visage de ceux qui parlent beaucoup d'unité et se réclament du peuple : leur visage de briseurs de grève et de démagogues sans scrupules.

LE TRACT du Comité de grève

(Suite de la 1re page.)

dication actuelle, qui est celle du minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la C.G.T., de 7.000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base pour 40 heures de travail, doit mettre fin une fois pour toutes à cet état de choses. Car l'augmentation que nous réclamons doit être garantie par son adaptation constante aux indices des prix en fonction de ce qu'il nous faut acheter pour vivre sans mettre en danger notre santé. Nous voulons L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Déjà la Section syndicale de l'usine Alsthom nous a envoyé un message de solidarité morale et pratique des ouvriers de leur usine avec nous.

Camarades, nous sommes tous d'accord pour lutter pour ne pas supporter les frais d'un capitalisme qui nous écrase dans la misère, tandis que d'un autre côté une poignée de milliardaires qui ont réalisé des énormes profits continuent comme auparavant à s'enrichir.

Jusqu'à maintenant notre action a été empêchée par ceux qui, tout en se disant nos dirigeants, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte, soit parce qu'ils ont été les complices des patrons, soit parce que n'ayant pas confiance en eux-mêmes, ils ont adopté l'attitude néfaste de l'attentisme.

C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications. Nous avons dû vaincre les mêmes difficultés que vous connaissez. Mais notre exemple vous prouve que ces difficultés peuvent être surmontées : les ouvriers de notre usine ont élu dans la lutte, directement de leur sein, des délégués avec mandat de faire aboutir leurs revendications.

Notre usine a commencé le mouvement. Nous appelons tous nos camarades de la métallurgie, tous les ouvriers de la Région parisienne, à se joindre à nous. Faisons pour nous-mêmes, ne fût-ce qu'une partie, des sacrifices que nous obligent à faire tous les jours les patrons pour leur profit et nous vaincrons.

VIVENT LES 10 FRANCS !
VIVE LE MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ECHELLE MOBILE !
VIVE LA SOLIDARITE DE LA CLASSE OUVRIERE UNIE DANS SES REVENDICATIONS !

Le Comité de grève général des Usines Renault.

30 avril 1947.

« Les ouvriers de l'Entreprise de Presse Réaumur, de tout cœur avec les grévistes des métaux (Régie Renault), leur adressent leur salut fraternel et sont heureux de leur signaler que les TYPOGRAPHES, ROTATIVISTES, IMPRIMEURS, ROGNEURS et MANŒUVRES ont spontanément abandonné leur salaire pour l'exécution de ce travail. »

VRAIES ET FAUSSES NATIONALISATIONS

La grève des usines Renault, après les luttes partielles qui se sont développées dans différentes entreprises, a redonné toute son importance aux problèmes des nationalisations.

« Toute grève dans une usine nationalisée constitue, plus encore que dans les autres branches, un sabotage, une provocation. Ce sont les trusts et les gaullistes qui ont intérêt au sabotage des nationalisations et les grévistes font leur jeu. »

Telle est l'argumentation mise en avant par les bonzes staliniens pour justifier leur position de briseurs de grève et des saboteurs de luttes, car ils ajoutent :

« Ces usines sont les vôtres! Ne les sabottez pas! Ne sabotez pas, leur production! »

Que se cache-t-il derrière ces belles paroles!

Les entreprises sont-elles bien aux mains des ouvriers? Non : les nationalisations actuelles n'ont rien changé à l'exploitation des travailleurs. La Vérité a, depuis longtemps, apporté des documents qui le prouvent.

Rappelons-les :

1° Le rachat et les indemnisations laissent presque complètement intacts les bénéfices et le capital des anciens actionnaires ;

2° La gestion n'appartient pas réellement aux ouvriers, mais souvent aux anciens patrons des entreprises privées ou à des bureaucrates qui servent une politique de collaboration ouverte avec la bourgeoisie ;

3° Les nationalisations actuelles n'enlèvent aucune possibilité aux magnats de l'industrie, qui peuvent utiliser « à plein » leurs capiteux disponibles et même les bénéfices provenant de certaines nationalisations pour monter, dans le « secteur libre », des industries prospères ;

4° Telles qu'elles ont été faites, les nationalisations n'arrachent aucun levier de commande essentiel à la bourgeoisie. Sans contrôle ouvrier, sans être transformées en armes de combat des travailleurs, elles ne peuvent être qu'une manœuvre destinée à remettre sur pied certains secteurs particulièrement chancelants de l'économie bourgeoise ;

5° Enfin, ces nationalisations constituent, entre les mains des dirigeants traitres du P. S., du P. C. F. et de la C. G. T., un argument-massue pour tenter de freiner les luttes ouvrières. Cela est particulièrement important au moment où la condition essentielle de relèvement de la bourgeoisie est que la classe ouvrière accepte, sans broncher, le travail forcé et la misère.

« Mais les trusts! Les gaullistes! » écrivent alors les bonzes staliniens.

Nous retournerons la question :

« Qui a engraissé les trusts ? Hissé de Gaulle sur le pavois! Précisément la politique suivie, avec l'appui total des partis ouvriers traditionnels, par l'Etat bourgeois. Et l'une des pièces maitresses de cette politique était d'imposer silence aux travailleurs, au nom de « la production », de « la renaissance française », des « nationalisations sacrées », etc.

Quand Renault bouge, de Gaulle rentre dans l'ombre. Les ouvriers des entreprises nationalisées en ont plus qu'assez d'une bataille de la production (le ventre vide) qui a engraissé les trusts et favorisé le gaullisme. Ils savent que la bataille véritable des ouvriers est celle de leurs salaires.

Car, en débrayant, ils n'ont pas seulement défendu leur niveau de vie. Ils fraient la voie à l'offensive ouvrière généralisée qui pourra imposer à la bourgeoisie de véritables nationalisations :

sans indemnité ni rachat,
sous contrôle ouvrier,
étendues à tous les secteurs industriels, bancaires et commerciaux.

« Mais c'est la voie du socialisme ! » crient les traitres effrayés.

Effectivement, il est impossible de régler aucune question sans avancer hardiment vers le socialisme.

E. PONCHEL.

EN CAUSANT avec les grévistes de chez Renault

« Nous avons voté pour des partis. On croyait qu'ils défendraient nos intérêts, ils nous ont trahi » ; « 10 fr. pour les ouvriers, ça ferait augmenter la vie, 350.000 francs pour les députés, ça n'a pas d'influence ».

De semblables déclarations ironiques, fait par dizaines que j'en ai entendues

Un vieux forgeron gréviste dit à un stalinien qui n'ose plus défendre la direction syndicale : « pourquoi ne dis-tu pas ce que tu penses ? Moi je pense qu'on est trahi ; je n'ai pas peur de le dire » un manœuvre ajoute: « on dit que la grève fait le jeu de de Gaulle, mais si de Gaulle voulait prendre le pouvoir, qu'est-ce qu'on ferait ? la grève ! »

Des discussions opposent aussi les grévistes au flics, d'ailleurs peu nombreux : « Ici on est entre syndiqués, on ne veut pas de flics » et un autre poursuit : « vous voyez qu'on ne peut pas nous effrayer en brandissant la réaction puisqu'on n'a pas peur de vous ». Mais chacun cherche essentiellement à s'exprimer au sujet de la C.G.T. : « Malgré mon âge, je ferais ce que je pourrai, déclare un vieux, car, même si on n'arrache pas un sou : ce sera une grande victoire parce que nous aurons démasqué les traitres. »

« La C.G.T. a été faite pour les ouvriers, elle doit revenir aux ouvriers, s'exclame un fraiseur. Son voisin poursuit : « nous ne voulons pas abattre la C.G.T. ; c'est seulement les bonzes que nous voulons vider ». Enfin, une réflexion très significative : « si Croizat veut être ministre, qu'il le soit, mais pas responsable syndical en même temps. La C.G.T. ne doit pas être au service du gouvernement et des ministres, mais au service des ouvriers. »

Et nous avons entendu en marge des calomnies des staliniens et des assauts de leurs nervis : « on a le droit de vendre ici La Vérité autant que l'Avant-Garde ». Un autre : « Les trotstkystes sont le résidu de la L. V.F. ? ça va ! vous nous avez expliqué hier que nous, les grévistes de chez Renault, nous étions des gaullistes ». Les gars n'accordaient aucun crédit aux prétendues « provocations trotskystes ». On la connait, disaient-ils. Et ils étaient trop décidés à mener la bagarre pour s'en laisser conter...

A propos d'un article sur les Jeunesses Socialistes MISE AU POINT

Le camarade G., des Jeunesses Socialistes, m'écrit :

« ...Je suis d'accord quand à la position du P.C.I. vis-à-vis des sociaux-démocrates et j'approuve sa politique au moment du référendum.

« Mais ce n'est pas là l'objet de ma lettre. Je pense que tu fais erreur au sujet du camarade Lévy. Tu le présentes comme un arriviste qui est prêt à toutes les courbettes et volte-face pour un « fromage » intéressant. En réalité, c'est un jeune camarade sincère. Je ne suis pas sûr qu'il ait écrit lui-même la lettre et il n'est peut-être pas si loin de vous que tu le crois... »

Je pensais, quant à moi, sur la base des informations qu'on m'avais données, je pensais que le Lévy signataire du tract contre le P.C.I. était le même Lévy que j'avais connu dans les J. S. d'avant la guerre et qui se distinguait par sa servilité et son arrivisme. Si je me suis trompé et si le camarade Lévy est un jeune gars sincère, et non un arriviste, je suis prêt à le reconnaitre et je m'en félicite. Cela ne change rien au fond de l'argumentation.

Je constate du reste que dans la réponse qu'il a faite dans le *Drapeau Rouge*, le camarade Lévy se contente de se défendre sur les « termes calomnieux » de mon article à son sujet et ne répond pas sur le fond. Il compare les procédés du P.C.I. à ceux de « l'Avant-Garde ». Seulement *La Vérité* n'hésite pas à rectifier honnêtement. Ce que ne font ni l'*Avant-Garde*... ni non plus le *Populaire*.

Y. CRAIPEAU.

LES DIRIGEANTS DU P. C. I.

(Suite de la 1re page.)

protection des coffres-forts sont toujours aussi efficaces. La brigade criminelle bien nommée, en l'occurrence, n'a d'autre but que de couvrir les crimes des esclavagistes en essayant d'étouffer la voix du P.C.I. qui lutte pour libérer les opprimés.

Nous appelons les travailleurs coloniaux, les travailleurs du parti communiste français, les travailleurs du parti socialiste, les travailleurs sans parti à protester avec nous contre de telles mesures qui visent, au travers du P.C.I. et de son combat pour l'indépendance des peuples coloniaux, la classe ouvrière française elle-même et ses libertés d'expression les plus élémentaires. Nous nous adressons particulièrement aux camarades du parti socialiste et des jeunesses socialistes, dont les ministres accusent chaque jour le caractère hypocrite et mensonger de leurs déclamations de congrès sur la « démocratie » et la « libération des peuples coloniaux ». A tous, nous demandons de nous envoyer leurs protestations contre les scandaleux agissements des impérialistes français et de leurs agents. Des millions de voix de travailleurs doivent crier avec nous : « A bas la guerre d'Indochine ! », « Vive l'indépendance des peuples coloniaux ! »

LA RÉGION MARNAISE...

(Suite de la 1re page.)

Successivement, Michel Sicre, maire de Reims, et Angeletti, député de la Marne, ont pris la parole pour dénier au P.C.I. le droit d'être représenté dans un « Comité de vigilance » DEMOCRATIQUE. Les délégués du P.C.I. affirmèrent hautement ce droit, rappelèrent l'action passée du P.C.I. dans la lutte contre le nazisme, ses appels à l'unité d'action contre de Gaulle, et signalèrent que toutes les allégations du P.C.F. à l'égard de la IVe Internationale ont été à plusieurs reprises l'objet de condamnations judiciaires pour calomnies, faux et usages de faux.

Mais, dans cette réunion constitutive du Comité de vigilance « démocratique », le P.C.F. avait pris soin de convoquer ces organisations satellites qui lui assurent des majorités qui ne sont que de simples escroqueries. Le P.C.I. fut évincé par les voix du P.C.F., du Front National, de l'U.F.F., de l'U.J.R.F., de l'A.R.A.C., de l'Amicale F.T.P., tandis que les autres organisations telles que Libé-Nord, l'Union Départementale, la Ligue des Droits de l'Homme (!), s'abstenaient.

Qu'en pensez-vous camarades du P.C.F. que nous côtoyons dans les luttes de chaque jour ? Croyez-vous que votre Parti est dans la bonne voie en excluant l'avant-garde révolutionnaire ? Trouvez-vous très loyal de refuser la discussion ?

Car c'est de cela qu'il s'agit : on veut à tout prix éviter la discussion avec le P.C.I., ON A PEUR de ses arguments, de ses propositions, de son action. On veut étouffer la voix révolutionnaire et cela est aussi valable pour les organisations qui se sont abstenues que pour les organisations staliniennes.

Par contre, si on exclut les révolutionnaires, ON OUVRE LES BRAS AU M.R.P. que l'on avait invité à venir « défendre la démocratie ». Bien entendu, celui-ci n'est pas venu, pas plus d'ailleurs que le Parti socialiste qui s'est contenté d'une lettre assez confuse, en attendant la création, dit-il, d'un « Comité de vigilance national ».

Vigilance stalinienne et vigilance ouvrière

De la confrontation de samedi dernier à Châlons-sur-Marne, il n'est rien sorti, MEME PAS UN COMITE DE VIGILANCE FORMEL : on reconnait simplement « la nécessité » dudit comité, et on charge le Comité départemental de Libération de s'en occuper. Simple fumisterie ! Le C.D.L.N. étant composé sensiblement des mêmes organisations.

Si les Comités de vigilance restent des organismes bureaucratiques, sans lien réel avec les masses, sans programme d'action concret, s'ils ne réalisent pas un véritable front unique, ils rejoindront bientôt un certain nombre d'organismes du même genre au magasin des accessoires rouillés et inutiles.

Camarades, vous avez la parole ! Imposez par des votes dans vos entreprises, dans vos cellules, dans vos sections, la mise en œuvre par les Comités de vigilance du programme d'action que nous proposons. Bien beau de la critiquer, camarade Angeletti, mais qu'apportes-tu à la place ? Même pas la simple constitution d'un Comité de vigilance.

La meilleure réponse à faire aux agités du R.P.F., c'est de démontrer la combativité et la puissance ouvrières en élargissant les luttes revendicatives.

C'est seulement si le prolétariat sait avoir une attitude et une politique fermes de lutte de classes que la paysannerie et les classes moyennes se souderont à lui. L'Etat bourgeois est incapable d'apporter une solution au marasme actuel des classes moyennes, et les travailleurs se détourneront de tous ceux qui le soutiennent.

FORMEZ DEMOCRATIQUEMENT VOS COMITES DE VIGILANCE, impulsez-les dans la seule voie où ils puissent servir à quelque chose : la voie de l'action. MAINTENEZ ET DEVELOPPEZ VOS LUTTES REVENDICATIVES.

L'UNITE DES TRAVAILLEURS NE SE FERA QUE DANS L'ACTION !

VANI.

VICTOIRE C.F.T.C. AUX ÉLECTIONS à la Sécurité sociale

28,55 % des voix pour la C.F.T.C., 59,18 % pour la C.G.T., tel est le bilan des élections à la Sécurité sociale ! Fait unique dans les annales du mouvement ouvrier en France, le syndicat chrétien recueille approximativement la moitié du nombre des voix obtenu par le syndicat cégétiste ! Chiffres en absolue disproportion avec le nombre respectif des adhérents à la C.G.T. et à la C.F.T.C. Le fait est là, brutal : une proportion assez notable de syndiqués C.G.T. a porté ses suffrages sur les listes chrétiennes.

Certes, quand on sait que la C.F.T.C. représente au sein de la classe ouvrière les intérêts du patronat (même lorsqu'il lui arrive d'adopter pour un moment une attitude et une phraséologie « gauches »), il n'y a pas lieu de se réjouir d'un pareil résultat.

Les fonds des caisses de Sécurité sociale représentent une somme de 240 milliards. Il est certain que bon nombre de syndiqués n'ont pas voté C.G.T. parce que pour eux cela signifiait voter stalinien et donner au P.C. la gestion de cette somme considérable. Le vote se révèle donc en fin de compte comme un vote de défiance à l'égard du parti communiste. Il est certain que la politique de collaboration de classe du P.C. et de ses dirigeants syndicalistes, la « colonisation » des syndicats, où la démocratie est étouffée en raison directe de l'influence stalinienne, ait largement contribué à créer ce climat de défiance.

Nous avons déjà dit dans *La Vérité* que le principe de la Sécurité sociale était excellent. Des fonds, démocratiquement gérés par les travailleurs, destinés à les assurer contre la vieillesse et la maladie, oui certes ! Mais croit-on vraiment avoir, comme l'assuraient pompeusement des affiches qui couvraient les murs, « fermé la porte à la misère », lorsque l'on assure royalement 1.500 fr. par mois dans la région parisienne aux vieux travailleurs. 1.500 francs par mois, 50 fr. par jour ! Certainement pas de quoi subsister, même en mourant de faim.

La leçon des élections du 24 avril ? Gestion démocratique des fonds de la Sécurité sociale, nécessité de continuer la lutte pour assurer aux travailleurs une protection efficace contre la misère, dans la mesure où cela est réalisable dans un régime capitaliste.

Paule PAILLET.

(*) Cf. nos 157-158-159-161.

Cercle Lénine

Depuis le vendredi 2 mai, les séances du Cercle Lénine ont repris régulièrement tous les vendredis, à 21 heures, à la Mutualité, salle M (Paris 5e).

PROGRAMME DE MAI

VENDREDI 9 MAI : Le débat Koestler, par N. Blanchard.
VENDREDI 16 MAI : Les leçons de la Révolution russe, par A. Duret.
VENDRESI 23 MAI : Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ? par Marc Paillet.
VENDREDI 30 MAI : Les révolutionnaires devant la guerre, par Favre Bleibtreu.

Une jolie commémoration à Choisy-le-Roi

Marseillaise ou Internationale?

Le P.C.F. est réaliste et a organisé la commémoration de la « Marseillaise » à Choisy-le-Roi, dimanche dernier. Si ce fut l'occasion d'un discours politique, il ne faut pas oublier le caractère général donné à la manifestation. A ce titre, Poincaré « le ministre de la réaction et de la guerre » avait fait aussi bien. De Gaulle n'aurait pu faire mieux. Rien que du tricolore... Thorez retraça la vie de Rouget de Lisle ; faut-il rappeler que cet officier était anti-jacobin, qu'il composa aussi un « Hymne en l'honneur du 9 thermidor », c'est-à-dire en l'honneur de la décapitation de Robespierre.

Et de glorifier la révolution de 89 en y restant alors que la meilleur façon n'était-elle pas de parler « un peu » de la révolution socialiste ? Car enfin si la bourgeoisie de 92 était révolutionnaire, c'est parce qu'elle avait renversé le régime féodal; si le drapeau tricolore était progressif, c'est parce qu'il remplaçait le drapeau blanc. Depuis, le régime capitaliste est devenu régressif et les révolutionnaires ne sont pas ceux qui s'accrochent à son « infâme drapeau tricolore », mais ceux qui luttent pour instaurer l'ordre du drapeau rouge. Les staliniens nous ont souvent reproché de répéter la révolution russe, de ne pas tenir compte de l'évolution des choses, d'en rester toujours à 1917, mais n'êtes-vous pas restés à 1789 ?

« La Marseillaise », disait E. Pottier, « c'est encore un chant de guerre, en ce sens qu'il entre dans la pratique gouvernementale en France de l'utiliser chaque fois qu'il s'agit de réveiller l'ardeur des soldats, de galvaniser le sentiment belliqueux des foules, de pousser, malgré eux, aux massacres exécrables les esprits rebelles à la gloire et à la barbarie militaires. »

Les communards avaient abhorré le drapeau tricolore comme emblème « des massacreurs de la semaine sanglante ». Le prolétariat français était parvenu à se doter d'un chant et d'un drapeau de classe; il appartient aux staliniens de réhabiliter l'hymne de la bourgeoisie.

Le P.C.F. bafoue la mémoire des communards.

Ce n'est qu'un chant, dira-t-on, un drapeau, mais c'est tout de même un symbole, le symbole de la trahison par le P. C. F. de la cause révolutionnaire.

Sur un mot d'ordre de combat

L'ouverture des livres de comptes patronaux !

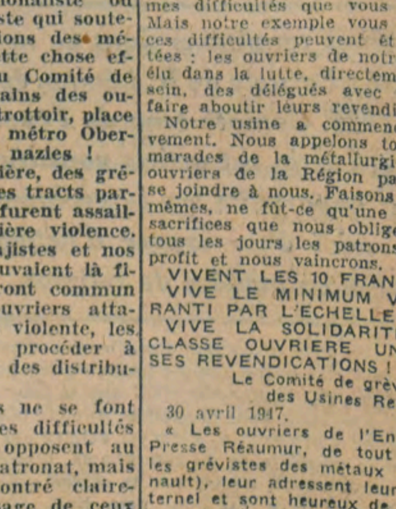
Les patrons opposent régulièrement une fin de non-recevoir aux demandes d'augmentation, en déclarant : « La caisse est vide, nous n'avons pas les fonds. » Cet argument, tous les ouvriers en lutte l'entendent à chaque grève. Mais, depuis des années que les caisses sont vides, d'après les patrons, ces derniers se livrent toujours à des dépenses somptueuses, font des bénéfices de plus en plus gros.

Depuis 1939, le coût de la vie a augmenté sans cesse, a décuplé, pendant que les salaires ne subissaient que de faibles rajustements. Pendant longtemps, on a justifié le faible pouvoir d'achat des travailleurs par la production insuffisante. Mais aujourd'hui la production a rejoint dans de nombreux cas celle de 1938, et les ouvriers crèvent toujours de faim.

Il n'y a pas d'argent, dit-on. C'est faux ; il est entre les mains des patrons. Il faut aller le chercher où il se trouve. C'est pourquoi notre revendication de l'ouverture des livres de comptes doit être aujourd'hui l'un des objectifs essentiels de la classe ouvrière.

La double comptabilité

Les comités d'entreprise ont reçu, en principe, le droit de regard dans la comptabilité. Mais ce droit de regard, ils ne peuvent pratiquement l'exercer que par l'intermédiaire d'experts comptables choisis sur une liste



établie par le ministère de la Justice. Et ces experts comptables travaillent ensuite sur les documents officiels présentés par les patrons.

Chacun sait que les patrons ont deux comptabilités : l'officielle, pour les impôts ; et la bonne, celle où ils enregistrent leurs gros bénéfices, mais qui reste secrète. Quelle confiance peut-on accorder enfin à des experts comptables choisis par un ministère où les réactionnaires pullulent ? Aussi le droit de regard accordé aux comités d'entreprise ne peut pratiquement rien donner aux ouvriers.

Contrôle ouvrier

Il faut donc que les travailleurs aillent plus loin, fassent craquer le cadre de la loi. Ils doivent exiger l'ouverture des livres de comptes, qui pour nous est le droit de contrôle permanent sur la comptabilité.

A n'importe quel moment, il faut qu'ils aient la possibilité de vérifier chaque opération commerciale, de déceler les fraudes, de faire expertiser, par des experts désignés par eux.

Ce que nous voulons aussi, ce n'est pas seulement qu'un patron plus maladroit que les autres, ou moins bien outillé, montre sa comptabilité. Il faut que tous les patrons y passent, les gros comme les petits.

Ainsi seulement les travailleurs pourront obtenir un pouvoir d'achat décent, feront baisser les prix et mettront fin en partie au scandale des bénéfices astronomiques.

La sueur des ouvriers ne servira plus à permettre à leurs exploiteurs de s'engraisser, de s'armer dans l'ombre, avec la volonté de réduire bientôt la classe ouvrière à l'esclavage complet.

L'ouverture des livres de comptes, imposée aux patrons par les travailleurs, est un pas vers notre émancipation complète, vers le socialisme.

G. GOUSSEAU.

LA GRÈVE des blanchisseries

Depuis 12 jours les blanchisseuses sont en grève, montrant une combattivité qu'il est nécessaire de souligner. On sait que la grève a démarré spontanément dans des entreprises dont la plus importante ne groupe que 600 employées, obligeant les « dirigeants » à faire débrayer d'autres boites. Aujourd'hui, les « dirigeants » essayent à tout prix d'éviter l'organisation de l'appel à une solidarité effective, des autres corporations, craignant un réveil de celles-ci.

On sait aussi qu'il n'a pas été organisé de liaisons régulières, solides, quotidiennes par la base des différents piquets de grève, ce qui permet les manœuvres patronales.

Blanchisseuses ! Renault vous donne un exemple, d'abord une direction de la lutte élue par vous, démocratiquement, l'organisation sérieuse des liaisons avec les autres entreprises de la corporation; obliger toutes ces boîtes, petites ou grandes, à la grève, pour unifier le combat. Prendre liaision directe, constante avec toutes les entreprises des autres corporations en lutte, Renault, etc., unifier les revendications : c'est la voie de la victoire.

LE MEETING DES USINES AÉRONAUTIQUES

Mercredi dernier s'est réuni à la Mutualité, le meeting des travailleurs de l'Aéronautique, convoqué par le Syndicat des Métaux.

Les travailleurs ne sont pas venus nombreux à ce meeting : ils sont las des réunions sans issue auxquelles les convie depuis des mois leur syndicat.

D'ailleurs, même si ce meeting avait déplacé le nombre massif de travailleurs auquel il était destiné aux dires de la direction syndicale, ils auraient subi une déception supplémentaire. En effet, on a beaucoup parlé, avant le meeting, de mobiliser les masses travailleuses de l'aéronautique contre les licenciements, pour faire obtenir des crédits nécessaires aux usines et pour obtenir des commandes suffisantes. Or, au lieu d'offrir aux ouvriers un plan d'action concret SEUL CAPABLE DE LES MOBILISER VERITABLEMENT, on s'est contenté de présenter d'interminables dissertations techniques plutôt faites pour lasser les auditeurs. Ceux-ci ont manifesté leur déception en quittant peu à peu la salle.

Mais si la direction syndicale a révélé sa carence dans sa tâche de mobilisation des travailleurs, et ceci pour la raison qu'elle se refuse à poser les problèmes sur un plan de classe et se cantonne sur un plan technique et « patriotique », le secrétaire du Syndicat des Métaux, Caën, n'a par contre pas oublié de déverser pendant un quart d'heure le flot d'injures habituel sur les grévistes de chez Renault, traités d'hitlériens, de suppôts des P. S. F., etc. Les travailleurs peuvent maintenant mieux que jamais juger à leur valeur les dirigeants ouvriers qui osent tenir pareil langage.

Refus de mobiliser les travailleurs pour une lutte concrète.

Tentative de disqualifier les mouvements qui éclatent.

Telle est l'attitude logique de ceux qui trahissent les intérêts de la classe ouvrière.

« PAS DE FARINE POUR LES ALLEMANDS »

Grâce aux cheminots de Montluçon, le préfet de l'Allier faisait saisir dernièrement un wagon de farine destiné à l'Allemagne. Les deux journaux locaux : le *Centre Républicain* et *Valmy* étaient heureux d'annoncer cette nouvelle sensationnelle à leurs lecteurs. Mais hélas, il leur fallut bien vite déchanter. La farine en question, loin d'être panifiable, était de la farine de seigle blutée à 95 0/0 et tout juste capable de servir à la fabrication du pain KK de triste mémoire.

Le *Centre Républicain* publiant cette nouvelle, déclarait que les boulangers, malgré leur bonne volonté, n'avaient pu arriver à faire du pain comestible avec cette farine. Et le journaliste ajoutait : « Si c'est là ce que l'on sert au Fritz, cela nous console un peu. »

Notre camarade correspondant de Montluçon en nous transmettant l'information écrit : « L'auteur de l'article n'a pas suivi l'évolution de la classe ouvrière internationale, ou peut-être est-il trop jeune. Les camarades socialistes qui sont à la rédaction du journal ont-ils oublié qu'il y a deux Allemagnes? La classe ouvrière allemande a derrière elle un passé de souffrances et de luttes qui doit lui conférer l'estime de la classe ouvrière. Après la longue guerre de 1914-1918, la guerre civile a permis au prolétariat allemand de tenir entre ses mains le sort du capitalisme allemand et ce sont les armes alliées qui ont permis aux capitalistes de se remettre en selle. Les ouvriers allemands ont connu les bagnes nazis bien avant les ouvriers français déportés en Allemagne et c'est par milliers que Hitler a fait massacrer et torturer les prolétaires allemands. Et n'oublions pas que les S.S. allemands ont eu leurs pareils en France avec les miliciens de Darnand. Notre ennemi n'est pas la classe ouvrière des pays étrangers, notre ennemi est dans notre pays et c'est en supprimant le capitalisme qu'on supprime le fascime.

LETTRE D'UN CAMARADE DOCKER DE MARSEILLE

Depuis quelque temps les accidents mortels se multiplient sur le port. Je veux croire que ce n'est qu'une période de malchance mais il y a aussi du manque de sécurité et d'expérience, et surtout cette prime au rendement. Le patronat met de campo certains chefs d'équipe qui n'atteignent pas le tonnage voulu... Alors, vous comprenez ! Tout s'explique.

Aujourd'hui c'est le tour de notre camarade Servian Emile, militant sincère et désintéressé, homme d'une réelle valeur. Quoique simple docker, il pouvait rendre des points à beaucoup de théoriciens, ce n'était pas un suiveur, et il était la synthèse de tous les partis ouvriers et des mouvements prolétariens.

Je le connaissais depuis trente ans ; il était resté le même, il n'avait pas dégénéré.

Il est mort ; nous l'avons enterré avec le drapeau rouge, « pas de curé » cela était son dernier mot.

A bas la bourgeoisie exploiteusé.
La classe ouvrière ne meurt pas

« Le docker ».

Rectificactif

Dans notre dernier numéro, à la fin du premier paragraphe de l'article sur le salaire au rendement, lire : « ...le P.C.F. défendait aussi cette politique » et non le PC.I.

Le gérant : M. JUILLIA

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR
— 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués